



Publication «CCIA-BML»

Quand le bâtiment va ... Mohamed Choucair

... Tout va. Le secteur du bâtiment s'est rarement plaint de la situation économique, et pour cause, il a toujours bénéficié d'une demande soutenue. Aujourd'hui les promoteurs immobiliers sont parmi les chefs de file de la grogne. La goutte qui a fait déborder le vase ce sont les taxes nouvelles ou en hausse que le gouvernement a proposé dans le nouveau budget.

Depuis la fin des événements on assiste à un flux ininterrompu de

transferts aux fins de placement ou d'investissement au Liban. La place de Beyrouth présente pour l'investisseur du Golfe un ensemble de garanties politiques et économiques qui n'ont jamais fait défaut. La propriété est sacro-sainte et en constante appréciation. Une seconde source provient de l'immense diaspora, qui avant le projet de loi sur la résidence virtuelle (possession d'un appartement, même vide la majeure partie de l'année, assujettit

l'émigré à l'impôt au Liban sur ses revenus extérieurs), investissait et construisait à tour de bras en ville et dans les villages d'origine, dans les régions les plus reculées du Liban.

Les statistiques ne reflètent pas suffisamment le recul. De tout temps la propriété foncière évolue par bonds. Elle peut stagner plusieurs années et subitement enregistrer 30 ou 40 pour cent de hausse. Les propriétaires fonciers au Liban ont peu l'occasion



Crise pétrolière : les Emirats arabes unis, une exception à la règle? p7



Entrevue avec
Massimo
Marotti p11



La loi d'accès
à l'information
p13



La semaine des Leaders économiques
s'organise p15



The General Council of the WCF sets up
its Roadmap for 2018-2017 p27



MOU between the MoET & CCIAT p33



Retail Sales Performance
Indicators for 2016 p43



Workshop on Debt Restructuring p45



L'index page 2



THE LEADING BUSINESS SCHOOL IN LEBANON AND THE MIDDLE EAST

ESA is a Business School dedicated to the education of executives and managers in Lebanon and the Middle East and managed by the Paris Île-de-France Regional Chamber of Commerce and Industry (CCIR). ESA Business School is the first in Lebanon to obtain the AMBA Accreditation, the highest international distinction.

Its mission is to form the elite of Lebanon and the region into the leaders of tomorrow. ESA has become a beacon of academic excellence within Lebanon, and a platform for interaction and meetings between Europe, the Middle East and Lebanon. Paying keen attention to businesses and their needs, ESA assists them in developing their visions, and helps them better achieve their objectives by training and coaching their executives and managers.

Situated in the center of Beirut, and at the heart of the Middle East, ESA asserts its reach as an important international school, combining the talents of high-level faculty who rank among the world's most preeminent specialists.

THE STRENGTHS OF ESA

Custom-made programs and courses, to train executives and managers, in accordance with the needs of the international workplace.

A faculty composed exclusively of professors drawn from the best business schools in Europe.

Two international certifications, to validate each academic path: the ESA Degree and the Degree from its prestigious partner school or university.

Flexible schedules, allowing for both training and professional lives to be combined.

An influential international network, accessible by joining the ESA Alumni Association, which is linked to and a key associate of ESCP Alumni Association.

An advantageous place for business encounters, ESA organizes regular seminars and panel conferences with international speakers.

a business school run by the
 CCI PARIS ILE-DE-FRANCE



LEAD THE WAY



de s'endetter, ce qui fait qu'ils peuvent refuser de vendre à perte et attendre un cycle porteur. La propriété bâtie est indexée aux terrains, mais elle est plus vulnérable. Les professionnels vous disent « Ceux qui veulent à tout prix louer ou vendre aujourd'hui, ils doivent sacrifier 20 à 30 % du prix affiché ».

La plainte des promoteurs immobiliers attire l'attention car ils n'ont pas l'habitude de se plaindre. En fait ils ne sont pas seuls. Ils rejoignent la cohorte des mécontents. La Chambre a reçu avant eux le Syndicat des hôteliers, le Syndicat des restaurateurs, le Syndicat de location de voitures de tourisme. Nous avons écouté la plainte de journaux, d'industries, d'exploitations agricoles. Nous avons aidé dans la mesure du possible en

facilitant l'accès aux foires, en multipliant les outils d'exportation. Nous avons même contribué à soulager la surproduction de pommes. Tout ceci a augmenté notre conscience du danger.

Nous sommes très étonnés de la majoration des impôts et autres taxes. Evidemment nous n'encourageons nullement le déficit du budget ; mais entre deux maux il faut choisir le moindre ; et dans la crise que nous vivons il ne sert à rien de prétendre taxer le riche seulement, la demande va être affectée. Nous ne sommes pas contre une politique fiscale qui taxe les riches, mais en parallèle il faut alléger la taxe sur les pauvres de sorte à ne pas réduire encore plus la demande globale.

Le dérapage du budget n'est pas le fait des dépenses nouvelles, mais de beaucoup parmi celles

introduites les années précédentes sans vote de budget. Et si on ne peut affronter l'ensemble de ces dépenses, il faut distinguer les priorités et s'arrêter à un moment donné qui corresponde à la capacité de l'État à financer ses obligations et à ne pas se créer de nouvelles. On ne peut faire appel indéfiniment à la poche du citoyen, à un moment donné l'économie ne répond plus. Il vaut mieux se rendre compte que ce moment est largement arrivé.

Le fait de lier par le passé des dépenses à des recettes déterminées a fait sauter l'idée de priorités « De quoi vous vous plaignez, on a assuré les recettes qu'il faut pour affronter ces dépenses ». Qu'elles soient utiles ou non nul n'avait cure. Aujourd'hui toute pression fiscale supplémentaire peut nous coûter très cher.

INDEX

- P03. Actu du mois
- P07. Crise pétrolière : les Emirats arabes unis, une exception à la règle?
- P09. Les chances d'une relance
- P11. Entrevue avec Massimo Marotti
- P13. La loi d'accès à l'information, un pas vers plus de transparence au Liban
- P15. La semaine des leaders économiques s'organise
- P17. L'Institut des Finances Basil Fuleihan célèbre la femme
- P21. Conférence : à quand des impôts dans le cadre d'une politique de développement?
- P23. Karim Daher : La volonté d'imposition entre la réalité en crise et le futur attendu
- P25. Les chambres de commerce mixtes
- P27. The General Council of the WCF sets up its Roadmap for 2017-2018
- P31. Agriculture on the Agenda of the Chamber of Tripoli & the North
- P33. MoU between the Ministry of Economy and Trade and the Chamber of Tripoli & North Lebanon
- P34. "Support to Women Cooperatives in South Lebanon" Project
- P35. Export activity from Zahle and the Bekka in 2016
- P39. LIVCD and the FCCIAL launch TASDIER portal
- P41. Advocacy for a sound Agriculture Policy
- P43. Retail Sales Performance Indicators for 2016
- P45. Workshop On Debt Restructuring Principles
- P50. Lebanon in figures
- P51. Trade between Lebanon and Egypt
- P52. News from the Chambers
- P53. Conferences & Exhibitions
- P54. Business Opportunities



LEBANON EXPORT DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonexportdirectory.com



Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)
Capacity shall not exceed 5MB



Actu du mois

Mohamed Choucair décoré Officier du Mérite civil espagnol



L'ambassadeur d'Espagne au Liban, Milagros Hernando Echevarria a remis les insignes de Chevalier du Mérite Civil décerné par Sa Majesté le Roi d'Espagne Philippe Six à Mohamed Choucair, président de la Fédération des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture du Liban, président de l'Association des chambres de commerce et d'industrie de la Méditerranée – ASCAME – au cours d'une cérémonie qui a réuni au Four Season hôtel un nombre d'officiels et d'amis, le 15 mars dernier. Dans son allocution l'ambassadeur d'Espagne a signalé l'effort prodigé par le président Choucair pour consolider les relations économiques entre l'Espagne et le Liban. Mohamed Choucair a vivement remercié Sa Majesté le Roi d'Espagne pour sa sollicitude et a exprimé son admiration pour le Royaume et sa reconnaissance pour le grand intérêt qu'il porte au Liban.

Le 4 avril marque l'ouverture de la 24e édition du salon Horeca



La nouvelle édition d'Horeca 2017 a été annoncée lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à l'hôtel Phoenicia le 23 mars dernier par Joumana Dammous Salamé, la directrice générale d'Hospitality Services, société organisatrice du salon, en présence du parrain de l'événement, le ministre du Tourisme, Avedis Guidanian. Horeca est un événement incontournable du secteur de l'hôtellerie et de la gastronomie. Il s'agit d'une rencontre annuelle très importante au Moyen-Orient et au-delà. Cette foire est une excellente occasion de s'informer sur les derniers produits et services et d'échanger avec d'autres professionnels du secteur. Le salon sera inauguré le 4 avril et se tiendra jusqu'au 7 avril 2017.

USAID fournit une assistance technique à 38 municipalités



L'agence de développement américaine, USAID, a lancé un programme d'assistance technique, d'une durée de deux ans, destiné à 38 municipalités et fédérations de municipalités libanaises. L'objectif est d'aider les autorités locales à améliorer la gestion administrative et financière de leurs structures, et par extension la qualité des prestations fournies aux citoyens. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme quinquennal baptisé BALADI CAP (Building Alliances for Local Advancement, Development and Investment – Capacity Building)

lancé en 2013 avec un budget total de 15 millions de dollars.

Deux nouveaux projets de développement agricole



La FAO (l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et le ministère libanais de l'Agriculture ont annoncé le lancement de deux projets de développement agricole d'un montant total de 13,45 millions de dollars, financés par le gouvernement néerlandais sur trois ans. Le premier projet, doté d'une enveloppe de 8,25 millions de dollars, doit permettre de soutenir 1 220 agriculteurs à travers la réhabilitation de terrains et l'installation de systèmes d'irrigation. Le deuxième projet consiste à améliorer les formations agricoles fournies par sept écoles techniques à quelque 2 500 élèves libanais et syriens.



Actu du mois

Hariri: Nous prévoyons de transformer notre richesse en ressources naturelles en croissance économique



Le Premier ministre Saad Hariri a exprimé, le 7 mars dernier, sa détermination à intégrer l'exploitation de la richesse pétrolière et gazière du Liban dans l'économie réelle, afin de «transformer cette richesse en croissance économique». «Notre objectif est d'accroître l'emploi, de renforcer nos filets de sécurité sociale et d'améliorer le niveau de vie. Nous espérons que cela entraînera une nouvelle réalité économique qui augmentera suffisamment la demande d'emplois afin de freiner la migration de notre jeunesse hors du pays», a-t-il expliqué

lors de son patronage du Forum Pétrole et Gaz à l'École Supérieure des Affaires (ESA). Saad Hariri a notamment annoncé lors de cette conférence que le Conseil des ministres adoptera prochainement le projet de loi fiscale pour les activités pétrolières et l'enverra au Parlement, soulignant que les précautions appropriées seront prises pour minimiser toute conséquence négative de la production de pétrole et de gaz.

Tourisme : le Liban lance une opération prix cassés à destination des touristes arabes



Depuis début mars et jusqu'au début de l'été, les touristes en provenance des principaux pays arabes et d'Arménie se voient proposer une offre spéciale pour un séjour dans la capitale libanaise. Dans un marché très concurrentiel, avec des destinations comme Chypre, Amman ou Istanbul à prix cassés, Beyrouth restait trop onéreuse pour se maintenir parmi les villes prisées des touristes de la région. L'offre, pensée par le ministère du Tourisme et les professionnels du secteur, propose le billet d'avion de la Middle East Airlines ainsi que le séjour de 3 nuits (4 jours) dans un hôtel quatre étoiles, partenaire de l'opération, pour un prix variant de 330 à 500 dollars environ, selon les pays d'origine des futurs clients. L'offre, qui devrait faire l'objet d'une campagne publicitaire, circulera via les ambassades des pays concernés. «Il s'agit d'inciter d'avantage de touristes à visiter le Liban durant la période de basse fréquentation», a précisé le ministre du Tourisme, Avedis Guidanian.



PUBLICITÉ Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	\$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	\$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	\$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	\$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266



Crise pétrolière : les Emirats arabes unis, une exception à la règle?

Bachir el Khoury (Abou Dhabi)

Si les EAU sont affectés par le niveau bas des prix pétroliers qui perdure depuis bientôt trois ans, la diversification amorcée il y a une dizaine d'années, notamment à Abou Dhabi, a permis au riche émirat de mieux se prémunir que ses pairs exportateurs de pétrole dans la région et ailleurs dans le monde contre le fort repli de l'or noir. Selon le PDG d'ADS Securities, Philippe Ghanem, il ne faut pas craindre, par ailleurs, une baisse des remises des expatriés libanais vers leur pays d'origine.

Si les pays arabes exportateurs de pétrole vivent depuis septembre 2014 dans la tourmente de la dégringolade des cours mondiaux de pétrole, qui s'est inscrite dans la durée, certains d'entre eux réussissent plus ou moins à tirer leur épingle du jeu. C'est le cas notamment des Émirats arabes Unis, et plus précisément de l'État d'Abou Dhabi, où les conditions générales se sont, certes, détériorées comparées à la période faste où le prix du baril culminait à plus de 100 dollars, contre 50 à l'heure actuelle, mais où les entreprises et les individus continuent de bénéficier d'un confort relatif, soutenues par des investissements publics à toute épreuve et une stratégie de diversification anticipative amorcée il y a déjà dix ans.

Dans les chiffres, certains indicateurs révèlent, en effet, une contraction générale : la croissance économique est passée de 4,7% en 2013 à 2,3% l'an dernier et devrait plafonner à 3,7% d'ici



2021, selon les projection du FMI, tandis que l'épargne nationale brute a chuté de 41,2% du PIB en 2013 à 20,8% en 2016 et le solde de la balance courante de 74,1 à 4,2 milliards de dollars (19,1% à 1,1% du PIB).

En revanche, en dépit de cette forte contraction, la balance courante des EAU est restée excédentaire, contrairement à d'autres pays pétroliers dans la région ou ailleurs, où ce même indicateur a plongé dans le rouge, à l'instar de l'Arabie Saoudite (-42,3 mil-

liards ou -6,6% du PIB en 2016) du Nigéria (-2,9 milliards/-0,7% du PIB) ou encore du Venezuela (-11,2 milliards/-3,4% du PIB).

En parallèle, d'autres indicateurs économiques se sont maintenus, voire ont connu une légère amélioration, en dépit de la fonte des prix pétroliers. C'est le cas, parmi d'autres, du volume des exportations de biens et de services, lequel a progressé, en rythme annuel, de 10% en 2015 et en 2016, contre une progression de 6,7% en 2013. Quant à l'investissement total, il est passé, en termes de PIB, de 23,5% en 2013 à 19,7% en 2016, demeurant ainsi dans une zone confortable. Il devrait, en outre, emprunter une tendance haussière à partir de cette année et atteindre 24,8% l'an prochain, selon le FMI, dépassant ainsi le niveau d'avant la crise pétrolière.





Enfin la dette publique a légèrement progressé, sans dépasser toutefois 19% du PIB.

« Ceci est le résultat d'une politique clairvoyante amorcée déjà il y a une dizaine d'années visant à diversifier l'économie et à réduire la dépendance de l'économie émirati aux hydrocarbures », analyse Philippe Ghanem, le PDG d'ADS Securities, un groupe financier pesant à hauteur de plus d'un demi milliard de dollars. Ce suisse d'origine libanaise met l'accent sur l'importance de cette diversification anticipative. « À Abou Dhabi, par exemple, les autorités ont massivement investi au cours de la dernière décennie dans l'infrastructure physique, l'éducation, les hôtels, les hôpitaux, l'art et la culture ainsi que la défense (...) En parallèle, les activités commerciales hors pétrole ont largement progressé, du fait du développement de nouveaux secteurs, tandis que la plateforme financière ne cesse de s'internationaliser, notamment depuis que nous sommes devenus des « Price producers » pour les institutions internationales », ajoute-t-il.

Cette diversification découle d'un plan étalé sur 22 ans, élaboré en 2007/2008, et baptisé « Vision 2030 ». Il comporte neuf piliers, dont le développement d'un secteur privé étendu et compétitif et d'une économie du savoir, ainsi que la mise en place d'un environnement réglementaire optimal et transparent pour encourager le plus grand nombre d'investisseurs et de compagnies internationales à s'implanter dans le pays, et l'investissement massif dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Cette stratégie avant-gardiste, comparé à d'autres pays de la

région comme l'Arabie Saoudite - qui a attendu la dernière crise pétrolière pour mettre en place un plan de diversification, baptisée également « Vision 2030 » - « a porté ses fruits et éviter que l'émirat soit frappé de plein fouet par la chute des prix de l'or noir », souligne Philippe Ghanem.

Avant même le début de la dégringolade des prix en septembre 2014, le PIB hors pétrole représentait plus de 50% de l'économie de l'émirat et croît toujours à un rythme assez soutenu. « De nombreuses entreprises, comme la notre, dont l'activité n'est pas liée aux hydrocarbures, n'ont ainsi guère été affectées par la conjoncture », assure-t-il. « Désormais, vous trouvez à Abou Dhabi des entreprises locales spécialisées dans l'industrie des nouvelles technologies ou des sociétés internationales appartenant à ce même secteur dans lesquelles investissent de nombreux émiratis », ajoute le PDG d'ADS Securities.

« Preuve d'une stabilité et d'une évolution de l'environnement général, notamment le développement culturel et social, de plus en plus d'expatriés achètent désormais des appartements et des maisons à Abou Dhabi dans l'optique de s'y installer de manière permanente et d'y fonder leur vie alors que cela n'était pas le cas auparavant (...) Ici, vous voyez des femmes à la tête d'entreprises, ou qui conduisent des Ferrari sans qu'il n'y ait aucun désagrément. C'est unique dans la région ». Ouverture, sécurité, stabilité, capitalisation et bonne gouvernance sont, selon Philippe Ghanem, les principaux ingrédients de cette « success story » des EAU à l'échelle régionale et mondiale.

Licenciements et transferts des Libanais

De fait, et contrairement aux échos sur d'importants licenciements dans les entreprises du Golfe, celles des Émirats, et plus précisément celles d'Abou Dhabi, n'ont pas eu recours à ce type de mesures. « Il y a eu une réduction générale des dépenses pour s'accommoder à la nouvelle donne, et dans certaines sociétés, par exemple, de trading pétrolier ou de production pétro-chimique, les compagnies ont licencié quelques employés, mais par ailleurs, c'est le « business as usual » », assure le PDG d'ADS Securities, qui emploie un nombre non négligeable de Libanais.

« Je ne m'inquiète pas pour la croissance et le niveau de liquidités dans les années à venir. Les réformes mises en route actuellement, notamment l'ouverture du capital étatique au public, sont d'une importance cruciale. Et l'engouement des investisseurs est au beau fixe. Regardez ce qui s'est passé avec Aramco en Arabie Saoudite (qui a ouvert 5% de son capital au public, ndlr) il y a eu une souscription (...) Tout cela est positif et rassurant », affirme Philippe Ghanem.

Selon lui, les craintes d'une baisse des transferts des expatriés Libanais basés dans le Golfe sont, par conséquent exagérées. Ces derniers représentent plus de 40% des 7,5 milliards de dollars envoyés en moyenne chaque année dans le pays d'origine, et qui constituent un pilier de l'économie libanaise.

Un point de vue qui est en phase avec les pronostics de la Banque mondiale qui prévoyait en octobre dernier une hausse de 1,6 % des remises des expatriés libanais par rapport à 2015, à 7,6 milliards de dollars en 2016, soit 14,7 % du PIB.



Les chances d'une relance

R. K.

Le discours sur la crise est omniprésent, celui de la relance totalement absent. Il y a des réclamations certes à partir de secteurs en déclin, ou de groupe sociaux en difficulté. Il y a aussi quelques propositions réfutées, à tort ou à raison, aussitôt exprimées. Quid d'une reprise économique ?

S'il n'y a pas de panacée pour relancer l'économie, il existe pourtant dans l'ordre des choses un processus qui fait qu'un jour l'économie se porte mieux. Les cycles économiques sont choses courantes depuis l'antiquité « les sept vaches maigres » ; mais ils peuvent être déclenchés ou inversés par des événements exogènes autant que par des politiques publiques. La reprise est fréquente après les guerres et les destructions ; elle est généralement attribuée à la reconstruction ; d'où l'expression « Quand le bâtiment va, tout va ». Les crises de 1929 et 2007 se ressemblent, mais celle de 29 a été clôturée par un vaste chantier : la seconde guerre mondiale ; alors que celle de 2007 a été largement atténuée aux États-Unis et en Europe par le soutien des entreprises défaillantes ; cependant la crise est toujours là. Le monde occidental est redevenu un moment keynésien pour arrêter la dépression, mais aussitôt fait il est revenu à l'orthodoxie monétaire par crainte, fondée ou non, d'une résurgence de l'inflation. Le résultat est l'affaiblissement des économies l'une après l'autre, mais plus lentement, en attendant le retour d'un cycle porteur.

Si l'on analyse les indicateurs qui reflètent une récession dans la durée on constate « un cercle vicieux » qui fait que les éléments convergent à tour de rôle vers une décélération : la croissance et l'investissement se réduisent ; le chô-



mage augmente ; le double déficit devient inévitable, et provoque le recours à la hausse des taxes et aux ingénieries financières ; ceci peut autant se passer dans un contexte de déflation ou d'inflation. L'analyse de ce phénomène a dévoilé à Friedman des années à l'avance (au début des années 70) le phénomène que par la suite Samuelson devait appeler « stagflation » et qui est devenu la principale plaie des économies modernes.

La logique, autant que l'observation, induit que la relance est le fait d'un « cercle vertueux » et non de mesures isolées soi-disant « efficaces ». Autrement dit, chaque mesure peut être nécessaire mais elle demeure insuffisante à produire un effet positif, et c'est seulement dans la mesure où les facteurs critiques rentrent en interaction que le cercle devient

vertueux. Ce phénomène est clair dans le graphe de Kaldor (carré magique) qui montre le développement à intervalles de l'économie sous l'effet des « facteurs critiques » qu'il a pu identifié. Mais faut-il attendre des années pour que ces facteurs fassent leur plein effet et que la crise passe ? C'est là où les anticipations, principal moteur de l'économie, entrent en jeu et actualisent les effets escomptés, qu'ils soient favorables ou non.

Les facteurs de la relance

Cinq groupes sont en interaction:

- I. le premier, relatif au Budget et à la dette, se trouve dans le giron de l'État ;
- II. le second concerne la demande globale ;
- III. le troisième se rapporte au compte extérieur ;
- IV. le quatrième enregistre la pro-





duction nationale ; et

V. le cinquième révèle la santé ou la croissance de l'économie et son impact sur le bien-être des citoyens

I - BUDGET DE L'ÉTAT ET DETTE PUBLIQUE

Pour la première fois depuis plus de 10 ans le Budget est soumis au vote, avec un certain retard certes, mais mieux vaut tard que jamais. Le dérapage financier que connaît le secteur public est principalement dû à l'absence de vote, et par conséquent de véritable discussion les années passées. Les choix budgétaires reflètent les priorités telles que perçues par le gouvernement et l'administration. En l'absence de vote, la pression des bénéficiaires entraîne souvent la décision, surtout quand la dépense est liée à des recettes spécifiques. Il est permis de se poser la question : si les dépenses budgétaires étaient aujourd'hui mises à plat, quel pourcentage représenteraient les dépenses dont l'utilité est franchement secondaire et/ou dont le montant est nettement surévalué.

Unicité de l'impôt

Ce principe fondamental a été fortement négligé, souvent avec bonne conscience. Le gouvernement a maintes fois au cours de la dernière décennie admis des dépenses qui n'auraient pas trouvé leur place dans l'échelle de priorité du budget, tout simplement parce que les citoyens n'ont pas protesté contre l'instauration de nouvelles taxes pour les financer. L'adage conservateur était devenu : pas de nouvelles dépenses sans nouvelles taxes ; et il était facile d'instaurer de nouvelles taxes, et cela suffisait pour justifier des dépenses sans autre critère déterminant.

Malheureusement c'est ainsi que le gouvernement a voulu traiter la « grille des salaires ». 27 nouvelles taxes la prenaient allègrement sous leur cape. Le montant de 800 millions de dollars était largement comblé. Heureusement que des voix se sont élevées pour demander pourquoi on devait hausser les taxes et non baisser les dépenses. Après tout, la grille ne représente que 5% du budget. Ne serait-il pas possible d'alléger le budget 2017 d'un léger pourcentage après tous les dérapages qu'il a connus les dernières années?

“ LA BAISSE DES TAXES ENTRAINERAIT UN SURPLUS D'ACTIVITÉ DE SORTE QUE LES RECETTES POURRAIENT AUGMENTER (ET RÉCIPROQUEMENt) ARTHUR LAFFER ”

Pression fiscale

La révolte contre la majoration des taxes ne provient pas seulement d'une crainte justifiée qu'elle va exacerber le marasme en déprimant encore plus la demande globale ; mais surtout d'un sentiment que désormais la pression fiscale atteint des niveaux élevés au Liban, alors que les services de l'État demeurent insuffisants.

En fait la pression fiscale basée sur le montant des recettes fiscales ne reflète ni sa réalité ni ses effets. L'absence de moyens publics rend le transport tributaire de la voiture privée, et une partie de ses frais sont de la nature des taxes ; le surcoût des moteurs dû à la carence d'électricité également ; il en est de même du coût

excédentaire du téléphone portable. Tout ceci justifie une approche différente, notamment par la dépense budgétaire.

La pression fiscale indexée à la dépense budgétaire est équivalente à 30% du PIB et reflète mieux la situation. Le déficit fiscal se traduit par un endettement supplémentaire dont le contribuable tient compte (Ricardian equivalence, Robert Barro) dans son épargne car il sait qu'il doit un jour prochain acquitter la facture. Une saine politique économique devrait différer ce moment jusqu'à la relance de l'économie.

Il est à craindre qu'à ce niveau apparaissent les effets pervers prévus dans la (Laffer curve). La majoration des taxes se traduirait par un resserrement de l'économie et une baisse des revenus fiscaux. Nous nous trouvons devant une situation paradoxale, largement expérimentée dans le monde, où la baisse des taxes booste l'économie et produit des recettes fiscales plus que proportionnelles, et à contrario, la hausse des taxes produit l'effet contraire.

Dette Publique

Des voix se sont élevées au Parlement pour réclamer une autorité indépendante de la dette. Le rapport de la Banque Mondiale à fin 2016 va dans ce sens. Il est certain qu'une dette de l'ordre de 140% du PIB mérite une administration particulière à temps plein. Il y aurait beaucoup à dire sur la gestion de la dette publique ; surtout que le déficit budgétaire provient entièrement du service de la dette. Mais ce n'est pas dans ce cadre qu'il faut discuter les causes et les effets ou les mesures d'allègement possibles ; il est clair qu'il faut commencer par restructurer l'outil de gestion et lui donner les moyens de sa mission.

Massimo Marotti : Le Liban demeure dans la Méditerranée orientale un îlot de démocratie capable de contribuer à la stabilisation dans la région

Marilyne Jallad

L'ambassadeur d'Italie au Liban assure que l'Italie reste aux côtés du Liban comme un partenaire privilégié sur lequel il peut compter. «Nous espérons que le Liban pourra aussi assumer son rôle en tant que facteur de progrès économique et culturel dont la région toute entière a besoin» a déclaré Massimo Marotti en assurant que «le Liban demeure stratégique pour les relations entre l'Europe et la région de la Méditerranée orientale surtout en cette période de crise violente qui la secoue».

Depuis votre arrivée au Liban en 2015, de nombreux projets de coopération ont été mis en place par l'Italie pour venir en aide au Liban notamment sur le lourd poids économique des réfugiés syriens.

L'Italie est très active dans la coopération au Liban depuis de nombreuses années et ce bien avant la crise syrienne. En tant que partenaire de long terme du Liban, elle est bien évidemment encore plus présente dans l'activité de soutien au Liban dans un moment aussi difficile. Nos projets ont surtout pour objectif d'aider les communautés qui reçoivent les réfugiés, parce qu'elles représentent la partie la plus fragile du pays. L'Italie a investi 118 millions d'euros depuis 2012 dans toute la région pour faire face à la crise syrienne. 39% de ce montant était destiné au Liban, tout en gardant en parallèle l'aide au développement bilatéral à un niveau très élevé. En 2016, nous avons fourni 45 millions d'euros en crédits et 24 millions d'euros en dons alors qu'en 2017 nous avons débloqué 75 millions d'euros en crédits et 30 millions d'euros en dons. Il s'agit là d'un sou-

tien financier au Liban en termes d'infrastructures et de services qui serviront bien évidemment à aider les Libanais et, par conséquent, aussi les réfugiés syriens présents dans le pays.

L'Italie a maintenu sa coopération politique avec le Liban tout au long des années et des crises qui ont jalonné le destin du pays du Cèdre. Après deux ans et demi de vide, le Liban se dote enfin d'un président et d'un gouvernement. Comment l'Italie soutient-elle la démocratie libanaise ?

L'Italie continue à soutenir le Liban et ses institutions grâce à une coopération dans les domaines de la sécurité, de l'aide au développement, de l'énergie, de la culture, et a l'intention de continuer à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement et à favoriser les rapports entre les secteurs privés italien et libanais. Nos projets vont de l'environnement à l'industrie et à l'énergie ainsi qu'aux affaires sociales. Notre collaboration avec l'État se déroule dans des domaines d'action stratégiques pour le développement socio-économique du pays et en particulier en faveur de l'enfance et des adolescents, la promotion de l'égalité



L'ambassadeur Massimo Marotti.

entre les sexes et en réponse aux situations de vulnérabilité, incluant le soutien aux familles les plus pauvres, la protection des enfants à risque et les femmes détenues. En outre, nous travaillons au renforcement des relations commerciales entre les deux pays. Pour stimuler l'économie et les relations commerciales, il est fondamental de maintenir la sécurité du Liban. L'Italie continuera de fournir sa contribution à la mission de la FINUL qui a prouvé son excellent travail dans le respect de maintenir la stabilité dans le sud du Liban. De plus, l'Italie soutient directement les Forces armées libanaises (FAL) à travers un programme d'entraînement et de formation géré par les forces armées italiennes pour accélérer et diffuser l'acquisition de capacités opérationnelles de l'armée libanaise. En 2017, on a déjà prévu de réaliser 16 différents cours en faveur des FAL.

Vous avez déclaré à maintes occasions que «Le Liban est stratégique pour l'Italie et l'Europe».

La région entre la Méditerranée





et le Golfe est secouée par une crise violente et désastreuse. Le Liban demeure dans la Méditerranée orientale un îlot de démocratie capable de contribuer à la stabilisation dans la région, ce qui est essentiel pour l'Europe et évidemment pour l'Italie, et nous espérons que le Liban pourra aussi assumer son rôle en tant que facteur de progrès économique et culturel dont la région toute entière a besoin. Le Liban demeure stratégique pour les relations entre l'Europe et la région de la Méditerranée orientale.

L'Italie est le deuxième partenaire commercial du Liban après la Chine et les États-Unis, d'où l'importance d'augmenter les échanges commerciaux et les investissements entre les deux pays. Quelles mesures ont été prises en ce sens ? Qu'en est-il du Conseil d'affaires libano-italien créé conjointement avec la CCIA de Beyrouth et du Mont-Liban ?

En 2016 le Liban a importé d'Italie des produits pour une valeur de 1,4 milliards de dollars ce qui représente une amélioration de 9,8% par rapport à 2015. Il s'agit principalement de produits minéraux pour 34%, machines et instruments électriques pour 13,5%, produits chimiques pour 10% et textiles pour 5,8%. L'augmentation des importations d'Italie est certainement un signal positif qui concerne toute l'économie libanaise. En effet, globalement les importations ont augmenté de 3,5% par rapport à l'année précédente, et la fidélité du consommateur libanais par rapport aux produits italiens est source d'orgueil pour l'industrie italienne très connue et appréciée au Liban et par les importateurs libanais. L'ambassade d'Italie prend soin depuis

toujours des relations avec les importateurs libanais. En 2013, elle a soutenu la création du Conseil d'affaires libano-italien qui réunit les entrepreneurs qui importent les produits italiens et est toujours là pour fournir le support nécessaire pour faciliter les relations commerciales entre les deux pays. L'objectif est celui d'attirer l'attention des entreprises italiennes vers le Liban, de les aider à créer des liens avec les entrepreneurs libanais. Cet objectif est d'autant plus important que le Liban offre des opportunités inégalables pour l'entrepreneur italien aussi dans les marchés de la région.

L'Italie a accordé un prêt de 75 millions d'euros au Liban à travers le Conseil de développement et de reconstruction (CDR) en novembre 2016. Ce protocole d'accord bilatéral entre dans le cadre des engagements pris par l'Italie lors de la conférence Paris III. Quels sont les projets qui seront alloués par cette somme ?

Nous avons signé avec le Conseil de développement et de reconstruction (CDR) au mois de novembre dernier l'accord relatif à l'engagement que l'Italie avait pris lors de la conférence Paris III en 2007. Les projets qui ont été proposés concernent différents secteurs dans lesquels la coopération au développement italienne a toujours fourni l'expertise au Liban. Il s'agit en particulier de la construction d'infrastructures pour le traitement des eaux, pour le développement soutenable des aires côtières du Liban, pour l'agriculture et enfin pour les zones industrielles. Sur ce dernier point, l'Italie a financé par un don de 500 000 euros une étude pour la réalisation de trois parcs industriels à UNIDO. L'Italie contribuera ensuite, avec un crédit important, à la construction des parcs. Nous sommes pour

l'instant dans l'attente de trouver d'autres pays donateurs ainsi que des banques de développement. Ce projet ambitieux contribuera à la création de plus de 30 000 emplois, ce qui aidera le Liban dans la gestion du chômage qui est très élevé en ce moment. Nous attendons la validation de ces projets pour pouvoir ensuite présenter les détails.

L'ambassade d'Italie a organisé un séminaire pour renforcer le soutien de Rome aux initiatives libanaises pour le développement de l'économie verte, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Qu'en est-il concrètement de cette initiative ?

L'Italie a plusieurs projets en cours dans le secteur des énergies renouvelables. Tout d'abord, nous avons deux accords signés par le ministère de l'Environnement italien. Le premier, d'une valeur de 2,5 millions d'euros, a été signé avec le Centre pour la conservation des énergies du ministère libanais de l'Énergie (LCEC), et vise à lutter contre le changement climatique et pour le développement durable. Il s'agit de favoriser l'utilisation de technologies modernes pour le chauffage et le refroidissement de l'air et de l'eau. Le deuxième accord de la valeur de 5 millions d'euros a été conclu avec la Banque du Liban. Il s'agit de financer des projets d'entreprises libanaises dans le secteur des énergies renouvelables qui incluent la participation d'entreprises italiennes ou l'utilisation de technologies italiennes. Enfin, nous avons un projet de 2 millions d'euros géré par l'Agence italienne de développement pour la création de petites centrales hydroélectriques dans le bassin du fleuve Jouz.



La loi d'accès à l'information, un pas vers plus de transparence au Liban

Le principe du libre accès du public aux documents administratifs constitue l'une des pierres angulaires de toute société démocratique en garantissant la transparence des activités des administrations publiques. Après une décennie de préparation et de débats, le Parlement libanais a finalement adopté une loi sur l'accès à l'information en janvier dernier. Désormais les citoyens libanais peuvent soumettre une demande d'informations auprès des autorités compétentes afin d'obtenir des informations: documents administratifs, études, correspondances internes et externes, accords conclus et archives. La loi prescrit aussi que pratiquement toutes les entités gouvernementales doivent publier automatiquement des rapports annuels d'activité, un relevé de dépenses ainsi que d'autres documents. Le député Ghassan Moukheiber, instigateur de cette loi, qui a longtemps milité depuis 2008 en faveur de l'élaboration et le vote de la loi, d'abord en tant que président du Réseau national pour l'accès à l'information et du groupe des parlementaires contre la corruption, ensuite en commission parlementaire, revient pour les lecteurs d'Econews sur ses tenants et aboutissants.

Le Droit d'accès à l'information (DAI) est un droit fondamental de l'individu et de la collectivité de chercher à savoir et de faire savoir ce qui se passe dans la vie publique. Les lois relatives à la liberté d'information reflètent le postulat essentiel selon lequel toutes les informations détenues par les gouvernements et les institutions gouvernementales sont en principe publiques et ne peuvent être secrets que s'il existe des raisons légitimes de le faire.

Décrié par les citoyens et par de nombreuses instances internationales, le Liban est accusé depuis de nombreuses années de corruption et de manque de transparence. Ainsi, il occupe la 136e place sur 176 pays du monde au classement 2016 de l'indice de perception de la corruption, publié le 25 janvier dernier par Transparency International (TI). Autre classement qui ne joue pas en sa faveur: celui du Global Competitiveness Index (GCI) qui l'installe au 101e rang sur 138 pays dans l'indice mondial de la compétitivité. Parmi les raisons qui justifient ce classement du Liban «mauvais élève», le rapport cite notamment : une compétitivité toujours plombée par la corruption, l'instabilité gouvernementale et l'obsolescence des infrastructures.

Ces éléments sont ainsi apportés en exemple dans cet article pour expliquer l'importance de l'adoption par le Parlement libanais de la loi sur l'accès à l'information.

Sans oublier qu'au Liban, la



Ghassan Moukheiber.

transparence devient tendance. Le gouvernement de Saad Hariri a déclaré vouloir faire de la lutte anticorruption une de ses priorités : création d'un ministère d'État contre la corruption, élaboration d'un budget, adoption de lois. Et c'est ainsi que les députés ont adopté la loi sur l'accès à l'information le 24 janvier dernier, qui somme les administrations de rendre publique leur activité.

Cette nouvelle législation, dont la proposition avait été présentée en 2009 au Parlement, garantit le principe de libre accès du public aux documents administratifs. «C'est un outil indispensable pour prévenir et lutter contre la corruption et améliorer la transparence», s'est félicité le député Ghassan Moukheiber, instigateur de cette loi.

Comme l'explique le député, les avantages de cette loi sont nombreux. «Elle tend à renverser le principe en vigueur de la relation opaque entre le citoyen et l'État, il passe ainsi de l'exception à





un principe de transparence», explique-t-il. Par ailleurs, «la liberté d'accès s'étend à tous les documents et informations détenus par l'administration publique, sous quelques formes que ce soit (documents écrits, électroniques, vidéo...)».

Qui a l'obligation de rendre l'information publique ?

Ghassan Moukheiber insiste pour affirmer que cette loi fait une très grande avancée à ce sujet. «Elle étend l'obligation du libre accès à l'information pour un ensemble d'acteurs : les administrations publiques (ministères), les institutions publiques (comme EDL), le corps judiciaire (tribunaux), les municipalités et ses fédérations, les entreprises privées en charge de la gestion d'un service public ou d'un bien public (Sukleen, Telecoms, Port de Beyrouth, Grotte de Jeita, société Mappas, etc.), les entreprises d'État et les sociétés exploitant des concessions gouvernementales (ressources pétrolières, etc.). Tous ces acteurs ont désormais l'obligation d'appliquer la nouvelle loi et de donner libre accès à l'information qu'ils détiennent.»

Quelles sont les informations qui restent inaccessibles ?

La loi exclut cependant de l'obligation de transparence des informations dont la liste est limitativement énumérée qui resteront secrètes dont, par exemple, «les secrets relatifs à la sécurité nationale, aux relations diplomatiques, ainsi que les secrets professionnels (médecins, avocats) et les données personnelles des particuliers», comme le souligne Ghassan Moukheiber. Mais aussi, « la défense, la politique nationale

monétaire ou économique, la vie privée, le secret industriel et commercial. Ainsi que les documents relatifs au déroulement des procédures juridictionnelles et les documents concernant la prévention et la répression de la criminalité, les procès-verbaux des réunions gouvernementales confidentielles et les avis arrêtés par le conseil d'État ne sont pas communicables».

Par ailleurs, comme l'explique Ghassan Moukheiber, «la confidentialité de la vie privée est un droit qui est désormais protégé par la loi, par le biais de demandes de rectification des données confidentielles détenues par les administrations concernées».

Comment obtenir l'information ?

Deux modes d'accès à l'information sont prévus par la loi: le premier devrait se faire automatiquement par publication. En effet, la loi prescrit que les administrations concernées doivent publier automatiquement des documents et informations clés suivants : un rapport annuel d'activité ; un relevé exact des dépenses endéans un mois clarifiant notamment les montants payés, le bénéficiaire et la base légale du paiement ; les motifs des lois et décisions administratives ; le texte des circulaires d'application des décrets. Les administrations concernées sont tenues de publier ces documents dans le journal officiel et aussi en ligne sur leurs sites web. Or un certain nombre de ces entités n'ont toujours pas à ce jour de site web, de sorte qu'il n'est pas clair combien de temps ils seraient en mesure de se conformer à cet aspect particulier de la loi.

Le deuxième mode d'accès à l'information se fait sur demande, ouverte à toute personne, sans condition d'intérêt, de qualité, de nationalité ou de résidence. Le demandeur – qui doit faire une requête par écrit – n'a pas besoin de justifier sa requête. Ensuite, l'administration dispose d'un délai de 15 jours renouvelable une fois pour y répondre. La communication des documents ne donne lieu à aucun paiement de redevance sauf les coûts de duplication de l'information demandée. En cas de refus de communication, l'administration devra justifier d'une «raison valable». Toutefois, le demandeur a ensuite deux mois de délais pour faire appel à cette décision. Pour le député «cette demande d'information sur demande incitera l'administration à davantage de planification, ce qui est nouveau et positif», assure-t-il.

Le co-fondateur de l'Association libanaise pour la transparence (LTA) explique aussi que l'innovation dans le fait de partager automatiquement des informations poussera l'administration «à expliquer ses motivations lorsqu'elle prendra une décision». En effet, «la loi stipule aussi que les motivations de lois devront être publiées ainsi que l'ensemble des mesures d'application des lois», poursuit-il sous peine d'annulation de la décision.

Notons aussi que la législation relative au droit à l'information la plus ancienne est celle de la Suède qui reconnaît le droit à l'information du public depuis 1776. Mais la plupart des pays se sont dotés de législations récentes : les États-Unis en 1966, l'Espagne en 1978, l'Italie en 1990 ou l'Allemagne en 2006.



La semaine des leaders économiques s'organise

Mohamed Choucair, en sa qualité de président de l'ASCAME, a accueilli les membres du nouveau conseil consultatif de la «semaine des leaders économiques» à Barcelone, le 21 mars, et proposé la feuille de route pour les années à venir.

« MEDA WEEK est la principale manifestation économique de la région méditerranéenne et réunit à Barcelone, depuis plus de 10 ans, ceux qui concourent à son progrès ; et dont l'échange d'informations et d'expériences sont entrain de rétablir une vision que nous avons perdu depuis des siècles, et qui faisait de la Méditerranée le noyau du monde de l'époque.

L'ASCAME et la Chambre de Barcelone ont eu le mérite de lancer un mouvement dont les enjeux deviennent énormes. C'est pourquoi nous avons senti la nécessité et le devoir de faire appel à vous, aux chefs de files des leaders économiques, pour que la mission que MEDAWEEK assume soit conforme à vos ambitions.

Avec les évènements en Syrie, la région saigne. 500 millions de citoyens sentent dans leur chair une blessure qui ne cicatrira qu'avec le retour de la paix. Nous devons exprimer au monde notre volonté de rétablir la paix, et de consolider notre alliance avec ceux qui, comme nous, veulent œuvrer pour la paix.



Le deuxième volet est social : Notre région est riche, elle peut sans problème assurer un bien-être suffisant à tous ses habitants et enrayer définitivement l'émigration pour motif économique. C'est d'abord une question d'éthique ; mais aussi une nécessité économique, le développement est d'abord une affaire d'hommes.

La Méditerranée est essentielle à l'Europe autant que l'Europe est nécessaire à la Méditerranée. Le rapprochement entrepris depuis 20 ans n'a pas abouti à la mise à niveau des pays du Sud. Les actions correctives nécessitent une nouvelle réflexion à laquelle vous pouvez largement contribuer.

Il est question de partager l'information, de mettre en commun les connaissances et les bonnes pratiques, en vue d'en-gendrer les politiques publiques capables de mettre nos pays sur





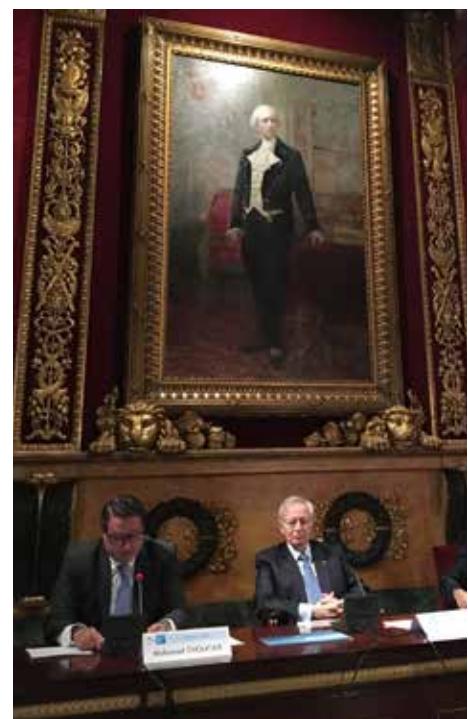
la voie du progrès. Il s'agit :

- 1- De créer un climat favorable à l'investissement, d'abord en faisant échec à la bureaucratie qui sévit un peu partout et en favorisant le public management ;
- 2- De se focaliser sur la productivité, de susciter les investissements publics et privés qui la facilitent, ainsi que le progrès technique et les formations adéquates ;
- 3- De réaliser un meilleur équilibre de la balance des « produits et services » en vue de consolider l'emploi. À cet effet intensifier les échanges et les accords qui les soutiennent avec les pays qui favorisent l'équilibre ;
- 4- Réduire le chômage d'abord à un chiffre, pour être réaliste, et baisser le taux une année après l'autre en vue de sortir les minorités fragiles du cercle vicieux de la pauvreté ;



- 5- Atteindre dans les pays du Sud la population active qui caractérise les pays émergents et permet à l'économie de décoller. Le benchmark est de l'ordre de 65% de la population en âge de travailler, alors que les pays du Sud dépassent difficilement encore les 45% surtout par manque d'opportunité.

La mission impartie au Comité est certainement de la plus haute importance pour l'avenir de la région, et capitalise sur plus de 10 ans de travail et de recherche. Nous comptons sur le Comité pour passer à la vitesse supérieure ».





L'Institut des Finances Basil Fuleihan célèbre la femme et invite à la mixité et la parité dans les secteurs privé et public

La journée internationale de la femme a aussi été célébrée aux quatre coins du Liban notamment à l'Institut des Finances Basil Fuleihan. Femmes diverses, femmes actives et mères au foyer, issues de la capitale ou de sa périphérie, elles se sont toutes retrouvées le 8 mars dernier dans la capitale à l'Institut des Finances pour clôturer le programme de formation sur «les mécanismes d'augmentation de la participation de la femme au développement économique».

Que la femme occupe une place chaque fois plus significative dans la société n'est pas un scoop. Et cela, elles l'ont gagné avec force dans une lutte constante pour la reconnaissance de leurs droits dans certains pays du monde. C'est pour cela que chaque 8 mars on célèbre la Journée mondiale de la femme, une journée de réflexion sur toutes les problématiques qui la concernent. Mais c'est

aussi un bon moment pour apprécier à quel point elles sont importantes dans notre monde.

Quant au Liban, la femme peine encore à obtenir ses droits même les plus élémentaires. Cependant, dans ces lignes, nous parlerons du chemin qu'il reste encore à faire pour la femme libanaise au niveau professionnel pour qu'elle devienne l'égale de l'homme. C'est ce sujet crucial de la parité entre femmes et hommes dans



les secteurs privé et public qui a été au cœur de la conférence organisée par l'Institut des Finances Basil Fuleihan. Organisme public rattaché au ministère des Finances, cet institut dirigé par une femme, Lamia Moubayed Bissat, a rassemblé le 8 mars dernier un parterre de femmes et d'hommes pour conclure le programme de formation sur «les mécanismes d'augmentation de la participation de la femme au développement économique», une formation qui a été délivrée par l'Institut arabe de planification pour l'Institut des Finances Basil Fuleihan.



Honneur aux femmes à l'Institut des Finances Basil Fuleihan.





Comment favoriser l'autonomisation économique des femmes? C'est-à-dire comme assurer plus d'égalité entre les sexes ? Donner aux femmes les moyens de participer pleinement à la vie économique dans tous les secteurs est essentiel afin d'édifier des économies solides, de réaliser les objectifs internationaux de développement et de durabilité, et d'améliorer la qualité de vie des femmes, des hommes, des familles et des communautés.

Réduire les disparités

Réduire les disparités entre hommes et femmes était au cœur des discours. «Les femmes occupent des postes de direction dans le secteur public sans être en réalité un partenaire dans la décision ou une partie prenante», constate en ouverture la directrice de l’Institut des Finances Basil Fuleihan.

“ VOUS NE DEVEZ PAS VOUS SENTIR AMOINDRIES OU EMBARRASSÉES LORSQUE VOUS CHERCHEZ UN POSTE OU DEMANDEZ UNE PROMOTION ”

Lamia Moubayed Bissat a ensuite estimé que le soutien à l'accès des femmes aux centres de décision «commence par une gestion prévisionnelle des emplois et une planification des nominations dans les postes de décisions sur la base de quotas de diversité comme critère essentiel de performance et de bonne gou-



Lamia Moubayed Bissat.

vernance. Seules ces conditions ouvrent la voie à l'avancement professionnel des femmes».

La directrice appelle à «assurer des formations en leadership aux femmes en postes, qui boosteraient leur confiance en leur capacités de dirigeantes et les aideraient à planifier leurs processus de carrières et l'atteinte de leurs objectifs professionnels, tout en conservant modestie et engagement». Elle a aussi souligné l'importance de «l'accès égal aux opportunités d'apprentissage continu et d'encourager les femmes à perfectionner constamment leurs compétences afin de rivaliser avec les hommes sur la base du savoir-être et du savoir-faire».

«Vous ne devez pas vous sentir amoindries ou embarrassées lorsque vous cherchez un poste ou demandez une promotion», a-t-elle asséné avec force aux femmes venues en grand nombre assister à cet événement qui les honore.

Lamia Moubayed Bissat a également invité les autorités compé-

tentes à soutenir fortement les femmes cadres dirigeants de la fonction publique. «Il s'agirait de créer des réseaux professionnels et sociaux autour de ces dernières qui contribueraient à tisser autour d'elles un socle relationnel important, un levier qui les soutiendra lorsque des opportunités de promotion ou de nomination à des postes clés se présenteront», a-t-elle assuré. «Ce réseau saurait les défendre et les soutenir lorsqu'elles seraient soumises à des pressions ou des harcèlements parce qu'elles auraient refusé de se corrompre, d'accepter de compromettre les principes de service public, de transparence et d'intégrité», a-t-elle ajouté.

La dirigeante de l’Institut a par ailleurs considéré que la mixité et la diversité dans le secteur public sont une composante obligatoire de la prise de décision gouvernementale au niveau central et local. «Ceci entre dans le cadre des objectifs de développement durable fixés pour l'année 2030». Elle a aussi affirmé que l’Institut des Finances Basil





Fuleihan cherche à diffuser l'approche compétences en gestion des ressources humaines dans le pays. «Cette approche fait partie intégrante de la gestion moderne des ressources humaines à partir des critères de recrutement, la gestion du parcours professionnel, l'évaluation du rendement et l'identification et l'évaluation des politiques de formation», a conclu Lamia Moubayed Bissat.

Recommendations

À son tour, le directeur général de l'Institut arabe de planification au Koweït, Badr Othman Al Mallah, a dressé certaines recommandations visant à combler l'écart entre les sexes: «Il s'agirait de combler ce fossé à travers l'éducation, un outil essentiel pour promouvoir l'avancement des inégalités économiques et le leadership et les rôles politiques». L'éducation contribue également à combler le fossé entre les rôles professionnels et techniques et la participation au marché du travail.

Badr Othman Al Mallah a par ailleurs certifié que «l'augmentation de la capacité d'éducation des femmes leur permettra de vivre une vie décente et de les sortir de la pauvreté, de l'exclusion et de la marginalisation». Le directeur général de l'Institut arabe de planification au Koweït s'est cependant dit conscient que «l'éducation seule ne suffit pas à combler l'écart entre les hommes et les femmes mais le travail». Il a alors appelé à «un changement institutionnel, une réforme législative et l'élimination des restrictions héritées qui

empêchent les femmes de se lier à leurs homologues masculins». S'il y avait une recommandation clé à retenir de son discours ce serait : «La réforme législative de la société doit abandonner les coutumes et les traditions qui découragent les femmes et limitent leur participation politique dans la société par le biais de lois qui accroissent leur participation dans la vie politique et économique».

«Croyez en vous-même et dans la valeur ajoutée que vous pouvez apporter à votre position professionnelle en tant que femmes»

La directrice du centre d'assistance technique au Moyen-Orient auprès du Fonds monétaire international a de son côté opter pour un témoignage. Taline Koranchelian a fait part de son expérience personnelle, de son avancement et de son ascension à des postes à responsabilité. Comme conseils avisés délivrés aux femmes, elle a énuméré les piliers qui ont contribué à son succès professionnel: la confiance en soi, l'intégrité, l'humbleté, la flexibilité, l'ouverture aux opportunités et les réseaux.

La dirigeante au FMI a déclaré : «Croyez en vous-même et dans la valeur ajoutée que vous pouvez apporter à votre position professionnelle en tant que femmes», a-t-elle aussi conseillé. Toujours sur le ton de l'encouragement, Taline Koranchelian a ajouté : «N'ayez pas peur de prendre le risque et d'exprimer votre opinion. Et même si vous dites parfois des choses adroites, si vous

ne parlez pas, personne ne vous remarquera», assure-t-elle.

Parmi les autres astuces que les femmes peuvent utiliser pour se faire une place «au soleil» dans le monde professionnel, la directrice du centre d'assistance technique au Moyen-Orient a suggéré: « Regardez autour de vous pour apprendre des autres et pour trouver des gens, des femmes et des hommes, qui croient en vous et en vos capacités».

La conférence s'est achevée par une distribution de certificats aux participantes du programme de formation et une compétition «Rallye Paper» inspiré par le thème du genre animé par la journaliste Elsa Yazbek Charabati.



Bienvenue à ECONews

Enregistrez-vous
et recevez gracieusement
votre copie digitale.

Envoyer un Email à :
Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

COMMUNIQUÉ DE L'ACAL

Chers collègues

Les assureurs sont-ils laissés pour compte par les changements rapides des attentes des clients? Quel est le rôle de l'innovation numérique pour se rapprocher des clients et mieux comprendre leurs besoins et leurs préférences? Quelle est la meilleure façon d'adopter la technologie numérique?

"La Numérisation dans l'Assurance, une Menace ou une Opportunité"

Sous le patronage de son Excellence le Ministre de L'Economie et du Commerce, M. Raed Khoury , Notre "Association des Compagnies d'Assurances au Liban" (ACAL) et la General Arab Insurance Federation (GAIF) vous invitent à participer à la conférence de Numérisation qui regroupe huit conférenciers d'organisations internationales ainsi que d'assurances et de réassurances sur la future distribution d'assurances et la sécurité contre la cybercriminalité: Microsoft , La Famille, Munich Re, Swiss Re, AIG, Allianz, Global Sign, Willis Towers Watson.

La conférence se tiendra les 3 et 4 mai 2017 au Four Seasons Hotel de Beyrouth
Vous pouvez dès maintenant vous inscrire sur www.acal.org.lb



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon

في بيروت وجبل لبنان



RENEW YOUR MEMBERSHIP AT LIBANPOST





Conférence : à quand des impôts dans le cadre d'une politique de développement ?

Marilyne Jallad

L'Association des promoteurs immobiliers du Liban (Redal), en coopération avec la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, ont organisé une conférence fiscale au siège de la Chambre de Beyrouth avec pour thématique : À quand des impôts dans le cadre d'une politique de développement ? Les professionnels de l'immobilier étant particulièrement préoccupés par deux mesures fiscales actuellement en discussion au gouvernement.

En cette période de gestation de vote d'un budget, après 11 ans de vide qui a ouvert la porte encore plus grande au gaspillage des deniers publics, les nouvelles impositions fiscales prévues par le gouvernement vont bon train dans les débats. Pendant ce temps, la société civile et le secteur privé lèvent la voix et préviennent contre de nouvelles taxes et impôts dont la conséquence serait un appauvrissement de la population qui s'inquiète déjà du lendemain suite à la crise économique sans précédent qui sévit depuis 2011. Pas de nouvelles impositions sans contrepartie affirment-ils ! Dès lors le timing de cette conférence n'est pas étonnant.

Ainsi, le 8 mars dernier, la conférence a rassemblé autour du vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth, Nabil Fahed, le président de l'Association des promoteurs immobiliers du Liban (Redal), Namir Cortas, le directeur général des affaires immobilières au ministère des Finances, Georges Maarawi, l'expert fiscal, Sarkis Sakr et le président de l'Association libanaise pour les droits et l'information des contribuables (ALDIC), l'avocat fiscaliste Karim Daher ainsi qu'un parterre de personnalités issues du secteur public et privé. Durant cette rencontre, le premier panel s'est penché sur la question suivante : quels impôts

sur l'immobilier et le foncier ? Dans un deuxième temps, les intervenants sont revenus sur les dispositions de la loi de finance. Enfin l'avocat fiscaliste Karim Daher a expliqué ce qu'on peut faire pour changer la donne au mieux pour l'avenir.

Nabil Fahed appelle à une vision économique et sociale équilibrée

En ouverture, le vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a salué l'importance du développement immobilier sur l'économie nationale et en particulier son impact positif sur les secteurs productifs divers que sont



Georges Maarawi, Nabil Fahed, Namir Cortas et Sarkis Sakr.





l'industrie, le commerce et le tourisme. Nabil Fahed a prévenu contre de nouvelles taxes et impôts qui seraient imposés à ce secteur indiquant que cela aurait des répercussions difficiles et négatives. «Ces taxes semblent motivées par des raisons politiques et non de développement», a-t-il déploré. Il a toutefois insisté pour dire que «la réforme commence par le vote d'un budget global qui devrait normalement inclure une véritable politique économique et financière propre au Liban». Nabil Fahed s'est aussi dit opposé à tout nouveau fardeau fiscal sans contrepartie équilibrée en termes de croissance économique et d'apaisement social. Il a aussi rappelé que le secteur immobilier, à l'image des autres secteurs productifs, est en souffrance ces dernières années en raison de la forte crise économique rappelant que l'aide apportée par la Banque du Liban au secteur a été essentielle pour supporter cette période difficile. Le vice-président de la Chambre a également averti contre de nouvelles taxations imposées au secteur privé qui constitueraient notamment une grande proportion du coût de la propriété et de la construction menant ainsi à une plus grande détérioration de la situation actuelle. Nabil Fahed s'est par ailleurs dit favorable à une vision économique et sociale constructive et scientifique et non sollicitée par des facteurs populistes pour les prochaines années. «J'appelle à inclure le secteur privé dans les projets d'infrastructure et nous serons les premiers à soutenir et accompagner l'État libanais dans cette démarche pour mettre en place ensemble des conditions de vie conve-

nables pour les Libanais, pour la croissance et la prospérité de notre économie», a conclu Nabil Fahed.

Les promoteurs immobiliers opposés à la mise en place de nouvelles taxes

Le président de l'Association des promoteurs immobiliers du Liban (Redal), Namir Cortas, a à son tour protesté contre «les innombrables taxes» et «amendements fiscaux» prévus dans le projet de budget pour 2017, reprochant notamment au gouvernement de les avoir élaborés «sans avoir consulté» au préalable les acteurs du secteur. «Nous avons besoin d'incitations, pas de mesures qui nous pénalisent», a-t-il aussi martelé. Il a aussi considéré que la situation économique du secteur, «en net ralentissement» depuis 2010, ne lui permettait pas d'en assumer davantage.



“ EN EFFET, LES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER SONT PARTICULIÈREMENT PRÉOCCUPÉS PAR DEUX MESURES FISCALES ACTUELLEMENT EN DISCUSSION.”

L'expert fiscal Sarkis Sakr s'est quant à lui penché sur les impôts et les taxes applicables aux biens-fonds immobiliers (ter-

rains et appartements).

Se voulant rassurant, le directeur général des affaires immobilières au ministère des Finances, Georges Maarawi, a défendu de son côté ces nouvelles taxes intégrées à la loi de finance 2017, notant qu'une «grande partie des Libanais étaient exemptés d'impôts sur la plus-value immobilière lors de l'achat d'une propriété immobilière.»

En effet, les professionnels de l'immobilier sont particulièrement préoccupés par deux mesures fiscales actuellement en discussion. Pour rappel, l'avant-projet de budget actuellement examiné par le gouvernement prévoit notamment l'introduction au Liban d'un impôt – à hauteur de 15 % – sur les plus-values immobilières réalisées par les particuliers destinée à financer la grille des salaires. Cette mesure n'a pas encore été approuvée par le Parlement lors des deux séances plénières organisées à la mi-mars dédiées à l'examen de ce texte. La seconde mesure dénoncée par les professionnels de l'immobilier vise le projet du gouvernement de taxer les propriétés vacantes pendant plus de six mois des particuliers et de plus de dix-huit mois pour les marchands de biens immobiliers. Selon l'avant-projet de budget déposé en août dernier au Conseil des ministres – qui a finalisé sa discussion mais n'a pas encore adopté le texte ni précisé son contenu amendé –, la taxe pourrait être calculée «sur la base de 50% des recettes générées par le logement pendant qu'il était inoccupé».

Karim Dahir : La volonté d'imposition entre la réalité en crise et le futur attendu

Tel était la thématique développée par le président d'ALDIC dans son discours. Quelles réformes sont attendues au niveau des finances publiques de l'État et au niveau des impôts ?

Situation économique et financière alarmante

Avant de se pencher sur les réformes attendues, l'avocat fiscaliste a dressé un état des lieux amer de la situation économique et financière du Liban. «Le constat est alarmant avec des taux de croissance extrêmement bas qui ne dépassent pas les 1%, une dette publique qui a dépassé les 75 milliards de dollars constituant ainsi près de 140% aujourd'hui du PIB ; et si on ajoute la dette de la Banque du Liban (BDL) nous arrivons à 250% du PIB», a-t-il déploré. «Le déficit de la balance commerciale est toujours de 15,1 milliards de dollars même si on observe une légère amélioration», poursuit-il. Quant au déficit de la balance des paiements, il l'estime en meilleure posture en raison de l'ingénierie financière effectuée par la Banque centrale. Cependant, il émet un bémol : «La balance des paiements compense généralement au Liban le déficit de la balance commerciale or elle est en mauvaise posture ces derniers temps». Parmi les autres indices plombant la situation économique et financière, l'expert énumère aussi, «le chômage estimé entre 25% et 35%, le seuil de pauvreté qui touche un tiers de la population libanaise en excluant les réfugiés syriens».

libanaise en excluant les réfugiés syriens».

Face à ce constat déficitaire et alarmant, Karim Dahir invite à se poser une question primordiale : «Avec un déficit public avoisinant les 5 milliards de dollars, comment faire aujourd'hui pour pouvoir financer le déficit public ainsi que l'échelle des salaires?» Pour y remédier, trois moyens sont possibles : «Imprimer de la monnaie, ce qui n'est pas possible car cela amènera une inflation, la chute de la monnaie nationale et une crise sociale», explique-t-il. La seconde mesure envisagée serait que l'État libanais s'endette davantage. Or «c'est ce que fait déjà l'État en creusant le déficit ainsi que le service de la dette, un véritable cercle vicieux infernal», qu'il rejette fermement. Il opte alors pour la troisième mesure possible, celle d'imposer de nouveaux impôts. Mais il prévient et questionne : «Sur quoi ? Et comment ?»

«Le changement doit commencer par un réaménagement public et l'application de la bonne gouvernance administrative»

Justifiant de nouvelles impositions, Karim Dahir certifie qu'il est impossible de laisser faire et de rester dans la situation très difficile dans laquelle les finances publiques se trouvent : «À un moment, il faut se dire que le changement doit commencer. La question est de savoir comment ?». En effet, le président d'AlDIC appelle les autorités compétentes à assurer aux citoyens libanais «une contrepartie» en cas de nouvelles impositions. Il les appelle surtout «à observer où se trouve le gaspillage et comment lutter contre le clientélisme et le



communautarisme et à connaître les besoins du secteur public».

À titre d'exemple sur le gaspillage dans l'administration : «Nous avons des fonctionnaires inutiles. Chez les professeurs, les chiffres sont alarmants : il y a un professeur pour six élèves dans les écoles publiques. Alors que dans le privé, on compte un professeur pour 22 élèves», déplore-t-il. «La moyenne mondiale étant de un professeur pour 19 élèves». Karim Dahir donne cet exemple en particulier pour souligner l'anormalité des demandes faites en faveur de l'augmentation des instituteurs dans le secteur public. Un autre exemple frappant est la rémunération d'anciens chemineaux alors qu'il n'y a plus de chemins de fer depuis des années.

L'avocat fiscaliste appelle au «réaménagement du secteur public» et «à l'application de la bonne gouvernance administrative». Afin d'atteindre ces objectifs, il propose notamment «d'étudier les chiffres et les incidences de taxes supplémentaires comme la hausse de la TVA sur les citoyens et l'activité économique».

«Où va le gouvernement? Quel est l'objectif derrière toutes ces mesures qui ont été adoptées?» s'interroge-t-il pour assurer que si c'est simplement un budget de dépenses ou visant à colmater les brèches, le gouvernement devrait s'abstenir», poursuit l'expert. Karim Dahir va plus loin dans sa réflexion et affirme que si ce gouvernement est voué à rester en place quatre à cinq mois comme prévu, il appelle alors l'exécutif «à ne pas intégrer de nouvelles dispositions fiscales qui engageraient les citoyens et l'État sur le long terme





dans un budget qui n'a pas de politique économique».

Conseils de réformes: «Un budget articulé en missions pour rendre le gouvernement responsable»

Selon le président de l'Association libanaise pour les droits et l'information des contribuables, certaines lois existantes ne sont pas appliquées alors qu'elles permettraient d'assurer une bonne gouvernance. «Il faut garantir l'efficacité des organismes de contrôle tout en donnant à la justice la possibilité de travailler en toute indépendance», assure-t-il.

Il appelle à appliquer la loi de finance comme il se doit et à ne pas y inclure de cavaliers budgétaires, ces dispositions législatives qui n'ont pas leur place dans le cadre d'une loi de finance.

«Une loi de finance autorise les dépenses et la collecte d'impôts et prévoit l'équilibre entre les dépenses et les recettes et toutes les dispositions qui entrent strictement dans ce cadre», affirme le spécialiste, soulevant le problème des infractions commises à cette définition dans la loi de finances. «L'État a inclus des cavaliers budgétaires dans la loi de finance 2017 notamment les biens-fonds maritimes, la modification du code de procédures fiscales ainsi que la mutuelle des ingénieurs», pointe-t-il.

Concernant la nomenclature budgétaire, il propose de «passer de la dotation par poste à une dotation par mission». «Par exemple, un ministère reçoit une dotation pour assurer la sécurité routière, un autre pour garantir la sécurité alimentaire. Si à la fin de l'année on se rend compte qu'il a failli à sa mission, il sera alors possible de voter une motion de censure au vote de défiance (confiance) au Parlement contre ce ministre

ou l'ensemble du gouvernement selon le cas. Ainsi le Parlement fera son travail de contrôle sur la base de rapports qui lui seraient donnés par la Cour des comptes sur ce qui a été réalisé, explique-t-il. Cela permettra de passer de l'obligation de moyens à l'obligation de résultats et rendrait le gouvernement responsable et comptable devant les citoyens». On passerait ainsi à la véritable notion de serviteur de la fonction publique.

Idées de modernisation de la fiscalité libanaise

L'avocat fiscaliste a enfin proposé des mesures phares qui permettraient de moderniser la fiscalité libanaise et de la rendre plus compréhensible au grand public :

- Simplifier les procédures administratives et fiscales. Passer à l'eGovernment. Faciliter la compréhension des textes, enlever les ambiguïtés.
- L'application d'un numéro d'identification fiscale (TIN : Tax Identification Number) pour l'ensemble des citoyens et résidents libanais qu'ils devront déclarer lors de toute transaction.
- Appliquer l'impôt général sur le revenu pour pouvoir lutter contre l'économie souterraine et agrandir l'assiette des contribuables. Le remplacement du système obsolète des abattements fiscaux par une imposition par foyer fiscal (époux et enfants à charge) et par un quotient familial plus juste et équitable qui atténuerait la progressivité de l'impôt en fonction de la situation et des moyens familiaux de chacun.
- La suppression du secret bancaire qui aujourd'hui, avec l'échange automatique d'informations (GATCA), ne peut plus servir de motif pour justifier le protectionnisme et le flux de capitaux de l'étranger.
- Le passage du secret bancaire au secret professionnel.
- Modifier la réglementation en place et introduire des mesures de faveurs et d'exemptions fiscales à toutes les activités pionnières comme l'éco-tourisme, la technologie de pointe, l'économie du savoir, la robotique, l'industrie, l'environnement éco-friendly, les énergies renouvelables, le recyclage, l'économie, les bâtiments écolos, l'agriculture bio, etc.

Par ailleurs, Karim Daher appelle «à la révision de certains impôts désormais obsolètes et non adaptés au changement et à la mondialisation» comme :

- L'impôt sur le revenu de capitaux mobiliers en régularisant la situation des capitaux étrangers détenus par des résidents.
- Réforme de l'impôt sur les successions et donations pour permettre un transfert préalable par étape à la nouvelle génération, exempté de taxes afin de stimuler son esprit d'initiative et ses idées d'investissements. Elle permettrait aussi et surtout de mettre un terme à la pratique actuelle hypocrite des ventes déguisées qui pénalisent le Trésor.
- Modification ou réforme de l'impôt sur l'immobilier pour d'une part, lutter contre les non-impositions de certains intermédiaires et accorder des exemptions pour juste motif (résidence principale ou secondaire) mais aussi pour annuler l'impôt direct non justifié sur la valeur locative qui est à la charge d'un propriétaire qui y réside ; et le remplacer par une taxe foncière dont les revenus iront aux pouvoirs locaux (municipalités et collectivités locales) pour une utilisation au profit du résident.



Les chambres de commerce mixtes

Cette année deux mille émigrés d'origine libanaise viennent début Mai au congrès organisé par le ministère des Affaires étrangères pour consolider leurs liens avec la mère patrie et faciliter les contacts et la coopération entre eux et avec les gens de l'intérieur. Il manquait un outil de suivi à ce moment intense où toutes les potentialités se retrouvent avec le désir de développer des relations ensemble etachever des réalisations communes notamment dans leur pays d'origine.

Ce désir a été également ressenti par le ministère des Affaires étrangères, celui de l'Economie et du commerce et la Fédération Libanaise des Chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture. La Fédération maintient des relations privilégiées avec des chambres mixtes à l'étranger : la Chambre Franco-Libanaise à Paris, la Chambre Libano-Canadienne à Montréal, la Chambre Libano-Brésilienne à Sao Paolo, La Chambre Libano-Australienne à Sydney et à Melbourne, la Chambre Libanaise de Côte d'Ivoire.

Il était temps de concevoir un outil flexible qui s'acclimate aux diverses législations des pays hôtes et qui constitue en même temps un lien fort entre les plateformes et avec le Liban. La chambre mixte a paru l'instrument parfait. Elle a un peu partout le statut d'association à but non lucratif, au Liban elle est régie par la loi 1909 dont l'origine se trouve

dans la loi 1901 en France. Ce statut sied à la plupart des pays, accorde la personnalité juridique à la chambre, et permet la coopération structurelle avec les institutions de la mère patrie.

Mission des chambres mixtes

Les chambres mixtes constituent un outil puissant de l'économie de l'information. Les chambres mixtes dans les pays d'émigration auraient naturellement un contact privilégié entre elles et avec le Liban. Le congrès annuel serait le lieu de rencontre régulier où il serait possible de faire un premier contact, ou de faire meilleure connaissance après un premier contact. La Fédération des chambres libanaises se ferait un devoir de disséminer les contacts et l'information dans toutes les chambres mixtes. L'outil existe déjà et il remplit cette fonction ECONNEWS, la périodicité serait accélérée selon les besoins.



Montréal



Sao Paolo



Sydney



Côte d'Ivoire



Paris





Les contacts bilatéraux et multilatéraux amélioreraient les opportunités d'échange et d'investissement. Des délégations commerciales seraient organisées entre les pays présentant un fort potentiel d'échange ou des opportunités intéressantes d'investissement. Des études de marché pourraient être entreprises en participation entre les SMEs de la chambre mixte ou en coopération entre des chambres mixtes, ou à l'initiative de la Fédération.

D'autres services utiles aux relations internationales pourraient être mis à disposition, tels l'arbitrage ou la médiation. Enfin un échange continu de bonnes pratiques devrait permettre à la chambre mixte de devenir une source d'information et un « conseiller en affaires » incontournable dans le pays hôte. Cet échange comprendrait nécessairement le transfert de technologie.

Formation des Chambres mixtes

Toute association moderne repose sur trois textes : Les statuts, le règlement intérieur, un code d'éthique. Les statuts doivent être conformes aux lois en vigueur dans le pays hôte ; le code d'éthique s'écrit dans la durée et exprime la pensée des sages de l'organisation. La Fédération des chambres propose le 'règlement intérieur' fruit de son expérience

qui assure la bonne performance d'un réseau cohérent et coopératif que vont devenir les chambres mixtes.

1. Le Règlement intérieur est remis et discuté avec un noyau connu d'hommes d'affaires représentatif du pays d'émigration. Un premier réseau est constitué entre la Fédération et le noyau en question ;
2. Ce noyau forme un petit groupe d'hommes d'affaires du pays hôte réunis par cooptation et prépare avec un conseil juridique du pays hôte des statuts qui tiennent compte du Règlement intérieur de base ;
3. A la demande du groupe la Fédération nomme un nombre paritaire d'hommes d'affaires du Liban qui occupent au Liban des postes utiles à la chambre mixte du pays partenaire et qui traitent ou ont le souhait de traiter avec le pays hôte ;
4. Les deux parties se constituent en conseil constitutif. Le nombre recommandé est de 6 de chaque pays. Le nombre total du conseil d'administration peut varier entre 12 et 24. Ils se chargent de lancer la chambre mixte et procèdent dans un délai d'un an à des élections ;

5. Le conseil élit le Bureau formé d'un président du pays hôte, de deux vice-présidents du Liban, d'un vice-président-trésorier et

de deux conseillers tous les trois du pays hôte, de sorte que le quorum ne fasse pas défaut si lors d'un conseil la partie libanaise est empêchée de venir au pays hôte ;

6. L'assemblée générale est composée des adhérents du pays hôte. Elle élit le conseil d'administration, précise l'étendue de ses pouvoirs, et contrôle l'exercice écoulé et donne quitus au Conseil.
7. L'assemblée générale extraordinaire a seule le droit par une majorité qualifiée de modifier les statuts et/ou le règlement intérieur ainsi que toute autre décision que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale extraordinaire.

La Fédération qui n'a pas de membres au assemblées a droit de veto pour préserver la cohésion avec la mère patrie et l'ensemble des chambres mixtes.

8. L'Ambassadeur du Liban auprès du pays hôte, ainsi que l'Ambassadeur du pays hôte au Liban sont membres d'honneur de la Chambre mixte et sont invités aux réunions de ses conseils et commissions et peuvent faire des recommandations.
9. La Fédération et son réseau de Chambres mixtes travaillent en coordination avec les ministères des Affaires étrangères et de l'économie.



The General Council of the WCF sets up its Roadmap for 2017-2018



Following his recent election as a member of the General Council of the World Chambers Federation, the Director General of the Chamber of Beirut & Mount Lebanon Mr. Rabih Sabra, attended the first meeting of the newly elected General Council that was held on March 1st 2017, at the ICC headquarters in Paris.

The WCF chair Mr. Peter Mihok led the discussions that were focused on the agenda topics and related reports namely, the ICC observer status at the UN, trade facilitation services including ATA Carnet and Certificates of Origin, the 10th world Chambers Congress on September 19th 2017 in Sydney Australia, the Business for Peace Award 2017, migration and global mobility and the emergency and recovery program for Chambers of Commerce.

The Council also discussed issues in regard to reinforcing the role and presence of the WCF on the international business scene and to enhancing the competitiveness of the World Chambers in the fulfillment of their mission.



The WCF new General Council at the ICC Headquarters in Paris (Mr. Rabih Sabra 3rd from the right).

Electronic Certificates of Origin



Millions of Certificates of Origin (COs) are issued every year, facilitating trade around the world. Since as early as 1898, chambers of commerce have been issuing non-preferential COs and more recently, closely working with Customs authorities, issuing preferential COs. The COs occupied a large side of discussions during Paris meeting where the Council members stressed on the necessity to increase the number of International Certificates of Origin. The Council members emphasized also on reinforcing chambers staff competency and professionalism in CO issuance through the CO online training and international certification program and through the release of a new version of the International CO Guidelines. The Council plans as well to advocate and promote the acceptance of electronic COs by customs, and to boost the role of chambers as customs partners in the issuance of preferential COs, and developing a trusted trader's certification system.



Digitalization of ATA Carnet



ATA Carnet is an international customs document that permits the duty-free and tax-free temporary export and import of goods for up to one year. The carnets covers commercial samples, professional equipment, and goods for presentation or use at trade fairs, shows, exhibitions and the like and is valid in 76 countries today. The ICC WCF World ATA Carnet Council (WATAC) is the body that manages the International ATA Carnet Guarantee Chain, which comprises the organizations appointed by their Customs to operate the ATA System around the world.

The e-carnet developments represented a pivotal point of discussion during Paris meeting. The new strategy is to lead the digitization of the ATA Carnet and to develop an e-ATA Carnet platform for issuing organizations, with links to the World Customs Organization e-ATA project. The WCF GC action plan aims as well to continue the development of “standard ATA practice” and knowledge on issuance, claims, and management, with a view to reinforcing standardization and compliance, good governance and operations.

Dynamic Preparations for 10th World Chambers Congress in Sydney



The World Chambers Congress is organized by the ICC World Chambers Federation and held every two years in a different region of the world. The Congress is the only international forum for chamber leaders to share best-practice experiences, exchange insights, develop networks, address the latest business issues affecting their communities, and learn about new areas of innovation from chambers around the world. A key feature of this event is the World Chambers Competition where juries select the most remarkable and impactful projects led by Chambers in diversified CSR arenas.

At this level, the WCF continues actively the arrangements for the 10th World Chambers Congress that will be held in Sydney, Australia from 19-21 September 2017, co-organized with the Sydney Business Chamber. The WCF plan 2017-2018 comprises also launching the promotional campaign of the 11th World Chambers Congress to be held in Rio de Janeiro, 12-14 June, 2019, and managing the Bids for future congresses over the next decade.

Nominations for Oslo Business for Peace Award



The WCF GC meeting dedicated a large part of discussions to the global nomination network for the annual Oslo Business for Peace Award that will take place in Oslo on May 3rd, 2017. This annual awards program organized by the Oslo Business for Peace Foundation aims at recognizing exceptional global business leaders who exemplify the concept of being business worthy by ethically creating economic value that also creates value for society. Outstanding Nominations have been submitted for this year by the networks of ICC, UNDP and the UN Global Compact. It is worth mentioning that The Chamber of Beirut and Mount Lebanon nominated its Board Member Mrs. Sawsan Wazan for this award, being an example to the general public in achieving success through ethical and responsible business practices.

WCF Online Presence & Branding

WFC GC representatives tackled as well diversified issues related to the digitalization of WCF in terms of establishing WCF new online presence and numeric service offerings. They reviewed also project partnerships with transnational chambers, expanding the range of international guidelines, tools and programming to aid chambers (e.g. Disaster Preparedness Toolkit, Chamber branding, supporting entrepreneurs).





About the ICC World Chambers Federation

Representing the business community in all of its components, sizes and sectors, Chambers have existed for more than 400 years, and advocates to strengthen their local businesses and the economic prosperity of their communities.

ICC World Chambers Federation (WCF) is a unique and truly global forum uniting the global network of more than 12,000 local, regional, national, bilateral and transnational chambers from every country. WCF facilitates the exchange of best practice and fosters the development of new global products and services for chambers; as well as fostering international partnerships between chambers and other stakeholders, in helping their local businesses grow.

Chambers which are members of ICC are automatically members of WCF. WCF was established by ICC in December 1950, following the World Congress of Chambers held in Rome, as IIBCC, then IBCC.

WCF the Voice of Chambers of Commerce

- To promote and protect the concept and role of chambers of commerce
- To provide assistance in the establishment and capacity building of chambers of commerce
- To encourage cooperation between chambers to extend their effectiveness and range of services
- To provide a forum where chamber leaders can communicate and collaborate
- To facilitate the role of chambers of commerce as local business support agencies
- To administer the ATA guarantee and CO accreditation chain
- To initiate and/or participate in any appropriate chamber-based international service chains
- To encourage chambers and their members to cooperate in activities of ICC



WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Government and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture



LEBANON EXPORT DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonexportdirectory.com



**Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)
Capacity shall not exceed 5MB**

CCIA-BML T +961 1 353 190 Ext. 315 Fax. 286 call center 1314 LebanonExportDirectory@ccib.org.lb

ANNOUNCEMENT FROM ACAL

Dear Colleagues

Are insurers being left behind by rapid changes in customer expectations? What is the role of digital innovation in engaging closer to clients and getting better insights into their needs and preferences? What is the best way of adopting digital technology?

“Digitalization in Insurance a threat or an opportunity”

Under the patronage of H.E. the Minister of Economy & Trade Mr Raed Khoury, our “Lebanese Insurance Association” ACAL and the “General Arab Insurance Federation” Gaif, invite you to participate in the Digitalization conference that gathers eight speakers from the International organizations, insurance and reinsurance companies on the future insurance distribution and Cybercrime security: Microsoft, La Famille, Munich Re, SwissRe, Aig, Allianz, Global Sign, Willis Towers Watson.

The conference will take place on 3-4 May 2017 at the Four Seasons Hotel in Beirut. You can register through our website www.acal.org.lb

Lebanese Insurance Association (ACAL)
Beirut Lebanon
Tel: + 961 5 956957



Agriculture on the Agenda of the Chamber of Tripoli & the North

A discussion meeting was convened at the Chamber of Tripoli and North Lebanon to address the Lebanese agricultural issue, and making proposals to promote and develop the sector in the presence of Toufic Daboussi, President of the Chamber, and Raphael Debbaneh, head of Agriculture Committee at the Federation of Lebanese Chambers, Toni Tohme from representing the Chamber of Zahle and the Beqaa, Rola Qarouni representing the Agriculture Department at the Chamber of Saida and the South, and members of the Board of Tripoli Chamber, Majid Shamma and Ahmad Amin Al Meer, head of the Agriculture Department in the North Iqbal Ziadeh, Regional Director of Byblos Bank Fadi Al Hashem, and heads of trade unions, cooperatives, exporters and those concerned with the agricultural sector.

President Dabboussi's speech emphasized the multifaceted importance of the agricultural sector as it impacts economic, livelihood and nutritional as-



pect. Considering this sector as a significant part of the national wealth he said: «as we are focusing on the agricultural issue in North Lebanon, we confirm without hesitation the saying that the wealth in this region is available to all the Lebanese people».

He added: «we are pleased to convene the meeting of the Agriculture Committee at the Federation in order to have a comprehensive approach of agricultural issues and apprehend the related concerns and problems, as well as appropriate solutions and proposals so that the rest of the Lebanese chambers could

benefit from the outcomes of the present debate, although representatives of these chambers are present in our meeting today, along with Byblos Bank representative who is ready to give a helping hand on issues pertaining to all soft loans guaranteeing agricultural loans through «Kafalat», and experts



Welcome to ECONEWS



Register
and receive your digital copy
free of charge
Send an Email to :
Econews@ccib.org.lb

Kindly specify
Name
Institution
Email Address
Mobile



in the field of insurance who would help farmers cope with natural disasters that strike their produce from time to time.»

For his part, Raphael Debbaneh, head of the Agriculture Committee at the Federation, expressed his appreciation for President Dabboussi for his "distinguished role in the development of all economic sectors. The dynamism we are witnessing in Tripoli, and what we have learned about logistical developments in the port of the city, in addition to the achievements of the Chamber of Tripoli & the North through the many implemented projects, make us look forward to the future of our national economy with great optimism".

«The aim of this meeting is to shed light on the agricultural sector as a cornerstone of economic, social and food security in Lebanon,» Debbaneh said, adding «the Federation of Lebanese Chambers, from the private sector perspective, has always been a key supporter of vital issues in relation to development, modernization and improvement of agricultural product and to the increase of its competitiveness and size in the national economy. For many years, the public sector has been indifferent to improving the situation of the agricultural sector; but during the last three years, there have been changes in the relations between the private and public sectors with the establishment of the process of permanent consultation with the Ministry of Agriculture ; and as a Federation of Chambers, we will have periodic meetings



with the Ministry of Agriculture to identify the obstacles hindering the development of the agricultural sector and shall undertake joint research for the generation of appropriate solutions in view of supporting the sector".

The approach adopted by Debbaneh is based on the core principles of the Lebanese agricultural issue: «the first is the need for cooperation between the agricultural production parties, the second is to persevere in a constant and serious way the follow up of issues that help promote the agricultural sector, and the third is to rely on the competencies and capabilities of the private sector». Debbaneh believes that the difficulties encountered by the agricultural sector, particularly in terms of movement of exports via shipping means, can be solved by the establishment of a private company to adopt and provide all necessary, possible and appropriate facilities in line with the aspirations of the Lebanese exporter, particularly for agricultural exports and agro-food industry.

Current Affairs

A number of heads of trade unions and agricultural coopera-

tives working in north Lebanon participated in the debate. The issue of dumping Lebanese potatoes was raised and it was agreed that there is a need of holding talks with the Egyptian side regarding the calendar and the quantities imported from Egyptian potatoes. Problems facing transporters of refrigerated trucks was discussed as well as the requirements to be implemented, whether in terms of land borders and quality of services provided by the ferries, or the extent of benefiting from the export subsidy programs implemented by the Investment Promotion Corporation in Lebanon (IDAL); bearing in mind that the problem is three-dimensional, incorporating the farmer, the exporter and the carrier.

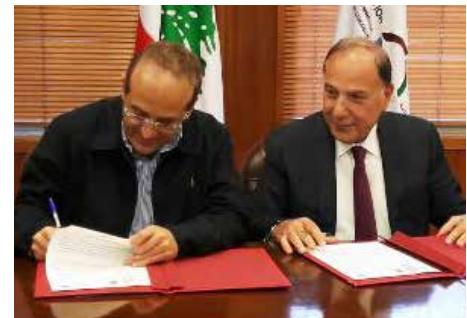
Raphael Debbaneh

«President Daboussi has a distinguished role in the development of all economic sectors; the dynamism we are witnessing in Tripoli, and what we have learned about logistical developments in the port of the city, make us look forward to the future of our national economy with great optimism".

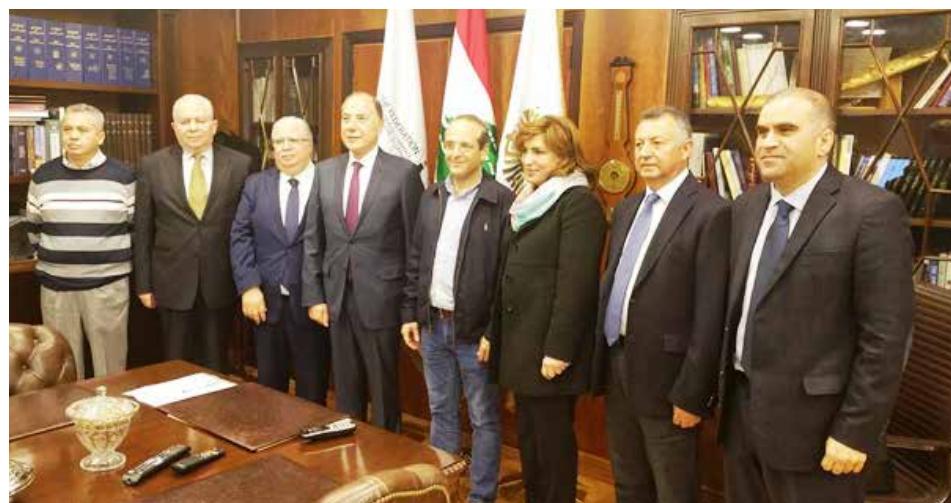


MoU: Sign of a new partnership between the Ministry of Economy and Trade and the Chamber of Tripoli & North Lebanon

In a move to strengthen the close relations between the Ministry of Economy and the Chamber of Tripoli and North Lebanon and to emphasize the status of Tripoli and its significant role in supporting the pillars of the national economy, Minister Raed Khoury signed a «Memorandum of Understanding» with the President of the Chamber Toufic Dabboussi at the headquarters of the Chamber.



According to Dabboussi, this MOU underlines the effective partnership between the public and private sectors in activating, developing, and modernizing the business community with all its facilities, institutions and activities. On the other hand, the Chamber of Tripoli and North Lebanon accompanies the public sector for the development of the northern economic facilities, taking the necessary measures to promote trade, protection of the intellectual property, supporting small and medium-sized enterprises, development of the quality control laboratories to be in line with quality standards and the strict implementation of the standards relating to food safety, in addition to the rehabilitation of the Rashid Karami International Exhibition



facilities and implementation of environmentally friendly power plants and other actions in accordance with the comprehensive national strategic vision for economic advancement and social progress.

“I wanted Tripoli to be the first city I visit outside the city of

Beirut,” the Minister of Economy and Trade, Raed Khoury, said, adding “I hope we will have advanced cooperation and we will hold regular periodic meetings”. According to the Minister, Tripoli is the ideal city for coexistence, and a backbone of economic life in the region as it is home to important facilities: from the port to the exhibition center to the airport to the special economic zone. With the Syrian displacement to the region, the economic situation has aggravated, and therefore, “it is the duty of the public sector, in cooperation with the private sector, to support this northern region through providing employment opportunities for its people”.



“Support to Women Cooperatives in South Lebanon” Project Conclusion of the 2nd phase

On the 15th of March 2017, the Agriculture Department at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Sidon and South Lebanon concluded the 2nd phase of the project “Supporting Rural Women’s Agro-food Cooperatives in South Lebanon”. This project is funded by the Embassy of Norway within the framework of the United Nations Development Program (UNDP), and in partnership with the Ministry of Social Affairs (MOSA). The grant was provided through a cost sharing modality by the Chamber of Sidon and South Lebanon.

Through the months of November to February, the project targeted in all southern areas more than 300 rural women through training 10 women cooperatives and their surrounding female communities on Good Manufacturing Practices (GMP), in addition to training one Cooperative on chocolate manufacturing and wrapping, at the premises of the Chamber’s Agro-food Development Labs (AFDL).

Members of the Coop with the Trainers & Dr. Rola Arouni, Head of the Agr. Dept. at the Chamber

As a result of the trainings, head of Houla Coop stated that the training had an impact on the local community which highly needed such types of trainings. In addition, more than 20 women of their surroundings expressed their desire to join the cooperative work, which would



highly improve the capacity of Houla Cooperative.

The project also supported the marketing of the Cooperatives production through contributing to improve the labelling and packaging of their products, as well as organizing a local exhibition “Mawen Baitak” which took place in December 2016.

Adchit Cooperative, mainly known for producing Zaatar, indicated that the exhibition



Trainees wrapping Chocolate

brought new clients for other products such as fig and walnuts jam. And the training carried out on its premises resulted in receiving orders within its area.

Concluding the program, a workshop was conducted on the 9th of March at the Chamber of Saida for the participating Cooperatives. The workshop highlighted the importance of packaging and labeling, and its influence on consumers’ behavior.



Trainer, Charbel Dahir, at Kfar Sir Coop



Training at Deir Qanoo nRas El-Ein



Training in Aytaroun



Export activity from Zahle and the Bekaa in 2016

The total value of exports* according to certificates of origin issued by the Chamber of Zahle and the Bekaa for 2016 amounted to LBP 428.2 billion compared to LBP 363.3 billion for 2015, reflecting an increase of LBP 64.9 billion, or 17.87%.

Industrial Exports

Industrial exports recorded LBP 121.2 billion representing 28.25% in 2016 compared to LBP 132.4 billion in 2015, reflecting a decrease of LBP 11.2 billion, or 8.44% of total exports.

Exports of chips and corn flakes came in the first place of the industrial exports in the Bekaa for 2016, recording LBP 18.8 billion compared to 27.8 billion, representing a decline of 32.27%

Exports of pickles came in the second place with LBP 17.8 billion, representing 4.17% of total exports compared to LBP 13 billion, representing an improvement of LBP 4.7 billion, or 36.5%.

Exports of plastic products ranked third with LBP 12.5 billion, or 2.9%, compared to LBP 15.6 billion of total exports, a decrease of LBP 3.1 billion, or 19.94%.

The exports of paper products came in the fourth place with exports of LBP 10.1 billion or 2.34% compared to LBP 11.9 billion, a decrease of LBP 1.8 billion or 15.76%.

In fifth place, canned goods with exports amounted to 8.3 billion, or

1.94%, compared to 18.8 billion last year, with a decrease of LBP 10.5 billion, or 55.73%.

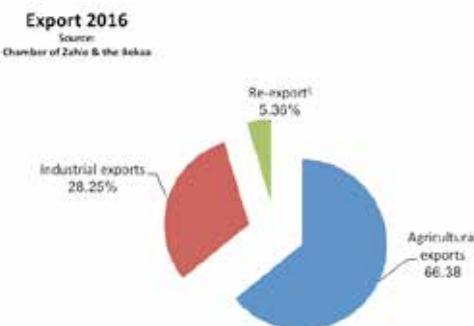
Exports of shampoos and cosmetics came in the sixth place where exports amounted to LBP 5.8 billion, or 1.36% compared to LBP 8.8 billion, a decrease of LBP 2.9 billion, or 33.69%.

In the seventh place, exports of olive oil amounted to LBP 5.7 billion, or 1.34% compared to LBP 3.3 billion, an improvement of LBP 3.4 billion, an increase of 74.04% due to the high quality of Lebanese olive oil.

Exports of lead came in the eighth place and amounted 4.7 billion, or 1.10%.

In the ninth place, spirits exports amounted to LBP 4.4 billion, or 1.05%, compared to LBP 5.7 billion, registering a decrease of LBP 1.3 billion, or 22.4%.

Agricultural Exports



Agricultural exports in 2016 amounted to LBP 284 billion or 66.34% of total exports, compared to LBP 210.1 billion in 2015, with an improvement of LBP 73.9 billion, or 35.18%, caused by the return of export movement after it has been stopped for several months in 2015 and the interruption of roads. After

the opening of the sea crossings, the export rate has risen again, with the hope of the reopening of land crossings towards the Arab close countries.

The exportation of potatoes, fruits and vegetables has been ranked first in our agricultural exports. It has been exported to about 27 countries. Lebanese products are notorious for their high quality and flavor and the consumer looks for them in the markets for the adherence of the majority of farmers to scientific rules in the use of pesticides. It is remarkable that exporters have opened new and promising markets, especially towards countries such as the Netherlands, Moldavia, Kenya, Singapore, China and others to which export movement continued despite obstacles.

Re-export

The value of re-exported goods in 2016 from the area of Zahle and the Bekaa amounted to LBP 22.9 billion, or 5.36% of total exports, compared to LBP 20.8 billion in 2015, with an improvement of LBP 2.2 billion, representing 10.42%. It is obvious that Lebanese institutions working in triangular trade are very active in view of the hard state of affairs prevailing in the Middle East, obstacles and hindrances. It is to be noted that Lebanese exporters should have benefitted more from the regional circumstances in order to enhance their active role in this trade, especially that some people have exported goods sometimes without passing through Lebanese Customs tax evasion in addition

* After a realistic assessment of agricultural export figures





to the situation of crossings and security problems in the neighboring countries.

Importing Countries

In general, the Bekaa products were exported to 68 countries by 2016, constituting a promising spreading out, especially that some of these destinations are new markets: Maldives, Peru, Tunisia, China, Holland, Japan, Iran, Sri Lanka, Finland, Mauritius, Moldavia, Vietnam, Singapore, Albania). The search for foreign markets is very important in order to compensate for the loss of traditional markets which is due to security and political situation of the region. In this regard, the Bekaa exporters deserve appreciation and acknowledgment for their continuous opening of new markets and recovery of traditional markets.

For the first time, Egypt topped the list of importing countries of goods originating from the Bekaa region for the year 2016, where exports amounting to about LBP 128.4 billion, or 29.99%, compared to LBP 64.1 billion, an increase of LBP 64.2 billion, or less than 100.11%. In addition to agricultural exports, which constitute the core of exports to Egypt, exports included significant goods from industrial and re-export sectors.

The United Arab Emirates (UAE) ranked second in 2016 moving from the fifth place in 2015 with LBP 59.9 billion, or 14% of total exports, and registering an increase of LBP 33.5 billion since last year, representing 126.89%, mostly agricultural exports. Exports in 2016 included most of the agricultural sector, in addition to industrial and re-export sectors.

Saudi Arabia ranked third in 2016

with exports recording LBP 52.9 billion, representing 12.35% compared to LBP 74.1 billion, a decrease of LBP 21.2 billion, or 28.62%. This fall in total exports is caused by road problems and land transportation difficulties related to agricultural exports.

Jordan came in the fourth place with exports amounting to LBP 35.3 billion, or 8.24%, compared to LBP 44.3 billion, a decline of 9 billion, or 20.43%, due to the security situation in Syria and its direct impact on roads and communication, especially the closing of Naseeb border crossing.

Syria came in the fifth place where exports amounted to about LBP 31.6 billion, or 7.38% compared to LBP 61.8 billion, registering a decrease of LBP 30.1 billion, accounting for 48.84%.

Kuwait came in the sixth place for exports from the Bekaa region, where exports amounted to about LBP 27.1 billion, or 6.31% compared to 15.8 billion in 2015, an improvement of 11.2 billion, or 71.03%.

Qatar came in the seventh place with exports amounting to about LBP 22 billion, or 5.14%, compared to 18.9 billion, registering an improvement of LBP 3 billion, or 16.05%. Exports included fruits and vegetables, which is promising, and most of agro-food industries from the Bekaa.

The Sultanate of Oman came in the eighth place with exports amounting to about LBP 10.3 billion in 2016, accounting for 2.40% of total exports compared to LBP 6.4 billion, with an improvement of LBP 3.9 billion, representing 60.48%. Fruits and vegetables exports are promising as well as other exports of other goods from the Bekaa.

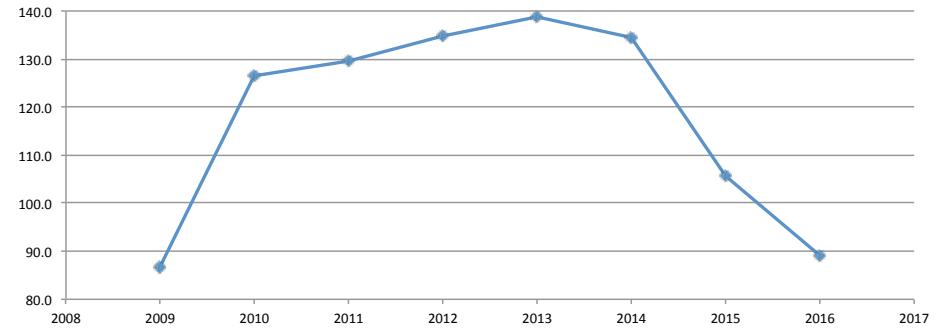
This year (2016), Iraq ranked ninth, with exports amounting to LBP 10.2 billion, or 2.38% of total exports, compared to LBP 18.4 billion, registering a decrease of LBP 8.2 billion, or 44.64%.

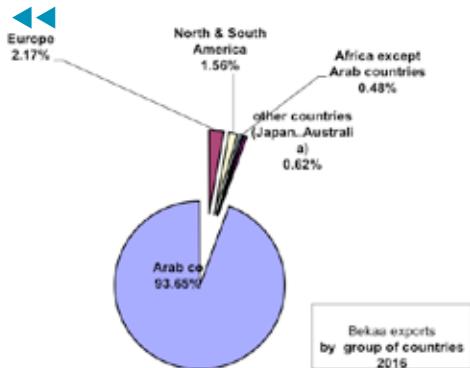
Sudan came tenth with exports amounting to LBP 10.2 billion against 5.6 billion in 2015, with an improvement of LBP 4.5 billion, or 81%, reflecting excellent export of fruits, vegetables, juices, plastic products and corn flakes.

Turkey made a breakthrough in 2016 and ranked eleventh on the list of importing countries from the Bekaa with exports amounting to LBP 5.2 billion, compared to LBP 3.1 billion, registering an improvement of LBP 2.77 billion, or 66.2%. This is a very good indicator, especially the export of porcelain, glass and printing materials, as Turkey has bilateral agreements with Europe, which would allow Lebanese products to access European markets, especially in terms of accumulation of origin that the Euro-Mediterranean agreement is currently under study.

Evolution of Bekaa Industrial Exports

according to certificates of origin Issued by The Chamber of Zahle & the Bekaa for the Period 2009 - 2016





Regarding Europe, which also includes the countries of Russia and the Balkans, exports amounted to about LBP 9.3 billion, or 2.17%, compared to LBP 6.8 billion of the total exported goods from the Bekaa, with an improvement of LBP 2.4 billion, or 35.4%, which is due to the increase in exporting to Turkey and opening up new markets with the export to 19 countries. Lebanese exporters hope to increase exports to European countries, especially after the signing of the partnership agreement, and in view of the high quality of products that are desirable in these markets.

Export to Europe is still very weak if we compare it to exports to Arab countries. The difference is shocking. Therefore, it is of prime importance to work effectively towards improving exports and enhance the trade balance between Lebanon and Europe, which is still totally unequal. We have noted this year export of some agricultural products to European destinations

with the opening of new markets in Europe, so the need to intensify talks with European importers, attend exhibitions and find out the required quality, work on the establishment of joint projects, focus on cooperation and integration and create investment opportunities, especially that the accumulation of origin through agreements with the European Union and the Mediterranean countries on the one hand, and the Free Trade Agreement with the Arab States on the other hand, would greatly advantage Lebanon.

Exports to Arab countries remain at the forefront of this trend. This year (2016), it recorded LBP 401 billion, or 93.65%, compared to LBP 345.9 billion last year, with an improvement amounting LBP 55.1 billion, representing 15.92%. This increase is due to the use in 2016 of alternative means of exporting goods by land and sea.

In terms of exports to North and South America, it recorded LBP 13.2 billion, or 1.56%, compared to LBP 5.7 billion, with an improvement of LBP 7.5 billion, or 133.36%. It is hoped with the signing of the MERCOSUR agreement –still under negotiation– with this group of countries dear to the Lebanese people, trade relations will further develop and export to

these countries, that is still relatively small, will improve.

Regarding countries of the Near East that include China, Malaysia, Singapore, Korea and Japan, in addition to Australia, New Zealand and Iran, we find that the total exports to these countries amounted to LBP 2.6 billion, or 0.62% of Bekaa exports, compared to LBP 1.7 billion, with an improvement of LBP 915 million, or 52.7%. The volume of these exports is extremely small if we compare it to the potential and size of these countries and the demand for high quality products.

As for Africa, with the exception of the Arab North African countries, exports decreased this year, reaching LBP 2.05 billion, or 0.48% of total exports of the Bekaa, compared to LBP 3.1 billion, a decrease of LBP 1.05 billion, or 33.94%.

Despite difficulties faced by the exporters, 2016 ended up being a good year. It could have been even better if the situation around Lebanon was normal, or if there had been less political bickering which had a negative impact on the economy. However, exporters succeeded in opening new markets as a result of their determination to preserve the businesses they had built with hard work, and to face the difficulties and obstacles head on.

Product Group	Annual Industrial Exports in Billions of Lebanese Pounds							
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Paper & carton	9.1	11.8	13.5	13.2	12.6	12.9	11.9	10.0
Alcohol & spirits	6.3	6.8	6.0	5.9	6.5	6.4	5.8	4.5
Plastic products	7.4	7.8	10.2	13.1	14.8	16.2	15.7	12.5
Glass products	2.8	2.0	0.9	3.8	0.8	0.2	2.2	1.6
Lead metal	1.3	5.2	0.9	0.6	9.0	4.5	1.3	4.7
Halawa & Tahine	0.6	0.5	0.4	0.4	0.6	0.3	0.3	0.5
Chocolate & candy	2.9	1.7	2.2	5.3	9.5	3.4	3.3	3.5
Potato chips & cornflakes	28.2	64.1	69.5	62.3	30.3	35.8	27.8	18.8
Foodstuff	1.1	0.5	3.0	11.2	24.3	10.2	2.3	3.0
Processed meat (poultry)	0.0	0.0	0.1	0.2	0.4	0.3	0.1	0.0
Aluminium products	0.8	0.2	0.5	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1
Non alcoholic beverages	3.3	4.7	3.1	7.0	6.2	4.7	3.1	2.4
Canned food	10.3	9.8	10.0	3.6	8.5	25.8	18.8	9.7
Pickles	6.6	5.6	7.1	7.2	15.0	13.5	13.1	17.8
Total		121	127	134	139	134	106	89



Portal for International Export Requirements



TASDIER helps exporters to know more about market requirements'



Visit TASDIER portal to get updated about the latest market norms and standards and technical requirements for export.



www.cci-fed.org.lb/English/TASDIER

The screenshot shows a computer monitor displaying the TASDIER website. A search bar at the top has 'SEARCH A PRODUCT' written in it. Below the search bar is a 'User Guide' link. The main content area shows a search form with three dropdown menus: 'Select Type', 'Select Product', and 'Select Country'. At the bottom right of the search form is a red 'SEARCH' button.



LIVCD and the FCCIAL launch TASDIER portal

On March 2, The USAID-funded-Lebanon Industry Value Chain Development Project (LIVCD) and the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon (FCCIAL) launched the TASDIER Portal hosted at FCCIAL website, to serve as a streamlined source of information guiding Lebanese exporters to several world destinations on their technical requirements regarding entry of food products. The launching ceremony, organized by LIVCD and the FCCIAL, brought together more than 60 representatives from the economic committees, exporters, traders and businessmen.

On behalf of Mohamed Choucair, President of FCCIAL, Raphael Debbaneh, head of the Agricultural Committee of the Federation, highlighted the instrumental role of the Federation in setting up TASDIER with the relevant institutions in the agricultural sector, noting that this new development will enhance the capacity of the Federation to provide services to small and medium enterprises wishing to export fresh and processed food products, in addition to improving the competitiveness

and value of products and services in both domestic and export markets.

Through TASDIER, the Federation seeks to strengthen the foundations and pillars of the national economy and facilitate the integration of Lebanon into the global economy by “implementing a new strategic planning that will lead to an effective cycle of dynamism, economic development and social cohesion allowing the Lebanese to achieve their legitimate aspi-

rations,” he said.

USAID's representative, Charbel Hanna, voiced the importance of supporting Lebanese exports and help exporters to access to international regulations and be up-to-date with export requirements to avoid any delays and issues when exporting.

TASDIER was first established in 2011 in cooperation with the USAID-funded project QCC as an element of a ‘one stop shop for export’ function. It





was targeted specifically to address the needs of Lebanese agro-producers and processors. The USAID-funded LIVCD project in partnership with the FCCIAL updated TASDIER portal design and content between June and December 2016 to allow exporters to reach the latest export requirements established by the major food markets in the world. They also provided technical training of FCCIAL employees to ensure maintenance and sustainability of TASDIER on a long term basis.

The Lebanese agro-food sector constitutes one of the largest employers in Lebanon (23-24% of the workforce), with backward linkages to Lebanese agricultural value chains and a strong potential for exports (food products constitute 18% of total exported goods with processed foods constituting about 13% in value).

Many countries included in the portal have introduced si-



gnificant updates to their requirements, modernized their import/export websites and consequently have changed or shifted some of their technical requirements information hyperlinks indicated in the portal. As a consequence, an overall expert review of the portal content was imperative to remain active as a reliable source of information to Lebanese food exporters. The website provides important information for companies wishing to export agro-food products.

The expert update of the existing information for processed food covered six countries/regions, namely Australia, EU, USA, Canada, GCC and Brazil. The updated website is online since end of January 2017. Local media covered this event, including newspapers, TVs and social media platforms.



TASDIER...

The Portal for International Export Requirements (TASDIER) is a public database that includes information on technical requirements for export, assembled from online sources and/or links to international sites of certain destination countries, covering both fresh and processed food products most frequently traded by Lebanese food producers.

This important initiative is one of the translations of the Federation of the Chambers' decision to work for the common interest of the four Lebanese regional chambers and to diversify its services. TASDIER will contribute to the ability of the Federation to provide relevant services to SMEs wishing to export food products.



Advocacy for a sound Agriculture Policy

Agriculture is an important tool for self-sufficiency and is a tool for dynamic development and improvement of economic and social conditions. The Agricultural Committee at the Federation of Chambers in Lebanon headed by Raphael Debbaneh, prepared a report on the measures to be adopted to promote this vital sector of the Lebanese economy.

«Agriculture is considered one of the vital sectors and one of the pillars of economic and social development. Agricultural production is important for food security. It is a source of food and raw materials and accommodates a large number of the labor force. Also, it is a source of income for the majority of the rural population as it provides also additional financial income to others.

The overall response of the agriculture sector to increasing demand requires sound policies and sustained investment, but definitely not the continuation of the current situation. This requires a significant increase in investment in agricultural areas, especially rural ones, as food imports are expected to increase by more than two-folds by 2030 if the current situation scenario persists, especially in light of the growth of population and decline of agricultural areas year after year. The increase of the demand is expected to continue in view of climate change according to the estimates of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). Moreover, improving productivity and profitability and sustainability of small growers is the foremost means to eradicate poverty and reduce displacement to cities, thus creating jobs in rural areas.

However, agriculture is directly linked to many other sectors and contribute to their development.

We cite mainly : Agro-food industry, transportation (land, sea, air), agro-tourism, agricultural supply trade, laboratories, real estate, communications, packaging and labeling plants, and other sectors, as well as experts engaged in agricultural activities.

Therefore, the development of the agricultural sector and the provision of food security remain essential in the strategy of economic and social development and the most important challenges in the future.

Recommendations to develop the Agricultural sector, most notably:

At the level of the Ministry of Agriculture

- Establishment of a unified wholesale market: it is necessary to unify the market and develop it through the establishment of a new market that fits with international standards.

- Updating the cultivated varieties: Develop a plan to replace traditional varieties with modern varieties in accordance with market requirements.

- Activate the role of research and experiments: Develop or activate experimental centers in different districts and according to climates to undertake experiments on new varieties of seeds and / or seedlings to stimulate far-

mers to switch to these modern varieties through the results that may be seen by the farmer himself in the fields of experiments.

- Increasing investments in the agricultural sector: A proposal to impose taxes on land classified as agricultural and non-exploited to encourage its owners to invest or lease to others the land; noting that this plan is adopted in developed countries.

- Water supply for irrigation: Planning for the establishment of ponds to secure and organize the distribution of water needed for irrigation to meet the needs of water throughout the year for all the sectors using water, primarily the agricultural sector.

- Developing or upgrading the Agricultural Support Program: Facilitate the mechanism in place to benefit from Agri Plus support program, as we have recently noticed that administrative requirements prevent utilization of amounts allocated for promotional campaigns, organization of delegations' visits abroad, and participation in international exhibitions.

- Specifications: Strict application of Lebanese specifications on agricultural imports, especially during the seasons of production and availability in local markets.

- Training of technical staff: Set up a plan for training specialists





and technicians of the Ministry of Agriculture on a regular basis to follow the latest developments, especially with regard to varieties, equipment and modern technology in the fields of agricultural transactions and post-harvest transactions.

9. Import licenses: Quantities to be imported, mainly the potato from Egypt, should be fixed to protect farmers' seasonal production, especially in Akkar. It is proposed that the licenses should be set within a specified time limit, not to exceed the maximum deadline of 25 March. The imported quantities must be determined according to market demands during the period specified for import.

10. Fish farming: Preparing a draft law to allow investments in the sea for fish farming.

At the level of the Parliament, there is a need to work towards approving the existing laws. The most important are:

- a. Draft law regulating the Wholesale Markets of vegetables and fruits,
- b. Draft law on Natural Disaster Protection Act or Disaster Guarantee Fund,
- c. Draft law on Geographical Indicators,
- d. Draft Law establishing the Export Development Agency,
- e. Draft law to establish the Agricultural Register to facilitate the identification of farmers, thus securing access to the most accurate details on the cultivated areas and quantities produced, which may help experts in setting up plans and strategies for the development of the sector as well as to secure its needs.

The Committee also proposes to the Government:

1. Activate the role of the Lebanese Accreditation Council (COLIBAC) established by Law No. 572 in 2004, and headed by the Director General of the Ministry of Industry, but to be able to function properly, there is still a need to appoint the Director-General and the staff; noting that the budget of the Council has been allocated at the Banque du Liban.
2. Encourage the government to sign the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants (UPOV), especially that the majority of innovative and new varieties are limited to circulation only among the State members of the Convention.
3. Work to restructure Lebanese embassies abroad by nominating a commercial attaché whose functions will be to cooperate with the chambers of commerce in Lebanon and the concerned ministries to secure all information to carry out market studies in order to explore export opportunities for Lebanese products, especially for fresh and processed agricultural products.
4. Propose to review the structure of the formation of the General Assembly of the Investment Development Authority - IDAL so that its Board of Directors includes members of the business community in the agricultural sector and representatives of chambers of commerce, industry and agriculture of different regions in order to develop a strategy that responds to the requirements of businessmen and others directly concerned with the agricultural sector; its objectives would be therefore easy to achieve.

The Chamber of Zahle and the Bekaa specific claims following the visit to the Minister of Agriculture Ghazi Zeaiter

- 1- Restricting the quantity of Egyptian imported potatoes, not to exceed 50,000 tons, with an utmost deadline for importing potatoes by 25/3/2017.
- 2- Seeking out new markets for the Lebanese potato, especially in view of the rising competition in foreign markets.
- 3- Settlement of IDAL's refunds: 10% for 2014; 50% for 2015; and 100% for 2016.
- 4- Renewing the program to support agricultural exports through maritime transport, which ends on 13/3/2017, with the need to amend work procedures, thus contributing to reduce costs to both the government and the exporter.
- 5- Not to grant excessive import licenses for imported agricultural and manufactured products, especially apples, cheese and others.
- 6- Assisting poultry and livestock breeders and milk producers, especially following the exposure of animals to a number of diseases and the sharp decline in the prices of milk and eggs.
- 7- Clarifying the decision of the Governor of the Bekaa not to plant the lands surrounding the Litani River, and accelerate the process of cleaning the river, decontamination and removal of encroachment.
- 8- Requesting the Minister of Economy to expedite the payment of wheat compensation following the government's refusal to receive the crop, although the actual cultivated areas were less than the areas for which compensation was sought. And that a number of actual farmers were not recorded on the Wheat list, while the names of people who did not cultivate wheat were listed.



Retail Sales Performance Indicators for 2016

The fourth edition of the LFA-CCIABML Retail Activity Indicators presents sales indicator data for the second half of 2016 and reviews and analyses data for the year as a whole.



The overall retail sales indicator for the nine categories of goods and services was down 0.75 percent in 2016 compared with its previous year's level. This confirms the fact that the retail activity's minimal rates of improvement witnessed in 2015 have failed to create recovery momentum in 2016.

The overall retail sales indicator for 2016 remained 10.23 percent below its 2012 base year level. Of the nine categories of consumer goods and services included in the report, the sales indicators for three categories moved up whereas six categories saw their sales indicators decline in 2016.

The sales indicator for food and beverages rose by 14 percent in 2016 from its 2015 level, but that indicator remained 5.27 percent below in 2012 base year level.

The sales indicator for sports and hobbies was up 4.12 percent in 2016, but remained a broad 36.11 percent below its base level.

The sales indicator for medical services was up a moderate 3.65 percent in 2016. That indicator exceeded the base year level by 40.04 percent.

The sales indicator for the fashion and clothing category of retail declined by 5.62 percent in 2016 and remained 32.52 percent below its 2012 base level.

The sales indicator for cosmetics was down by 1.88 percent in 2016.

The sales indicator for household

goods was 1.5 percent lower in 2016. In four consecutive yearly declines, that indicator fell by a combined 34.98 percent below its base year level.

The sales indicator for luxury goods was 6.11 percent lower in 2016 and remained at 40.08 percent below the 2012 base year level, the broadest negative gap from base.

The retail sales indicator for hospitality services retreated by 3.8 percent in 2016 and remained 0.49 percent short of the 2012 base year level.

The retail sales indicator for tourism services fell 8.73 percent in 2016, the broadest decline for the year.





The recurring surge in retail sales in December 2016 was disappointing for five retail sectors. Thus:

- The sales indicator for fashion and clothing was 5.56 percent lower in December 2016 compared to its December 2015 level;
- The December 2016 sales indicator for cosmetics was down 24.07 percent from its December 2015 level, the broadest December year-to-date decline registered among retail categories examined in the report;
- The December 2016 sales indicator for luxury goods was down 8.2 percent from its level in the corresponding month in 2015;
- In December 2016, the sales indicator for hospitality services fell 8.9 percent below its December 2015 level;
- In December 2016, the sales indicator for tourism services was 22.19 percent lower than its December 2015 level, the second broadest year-to-date decline among retail categories covered.

The report adopted a number of separate but complementary statistical approaches to interpret the retail sales performance indicators. Of these approaches, the de-seasonalization of indicator data and the use of two alternative representations and analyses of the trend are particularly helpful in imparting intuitive as well as technical significance to the time series.

Trend analysis plainly showed a down-move in the overall retail sales performance indicator in 2016. Similarly, the trend for six out of the nine retail categories

covered by the report pointed downwards in 2016.

The fourth edition of the Retail Activity Indicators report bases its statistical analysis of indicator data on 48-month long time series. The longer time series enhance the reliability and robustness of the seasonal adjust-

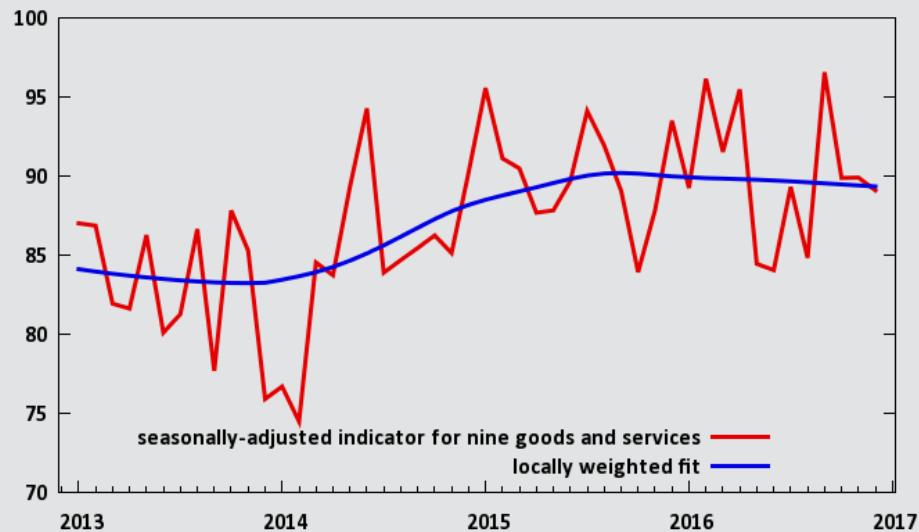
ment procedure and correlations. In trend analysis, the longer time series have made possible the addition of a non-linear approach to trend analysis.

The LFA and CCIA-BML believe that the present edition confirms the report as the country's foremost reference on retail trade.

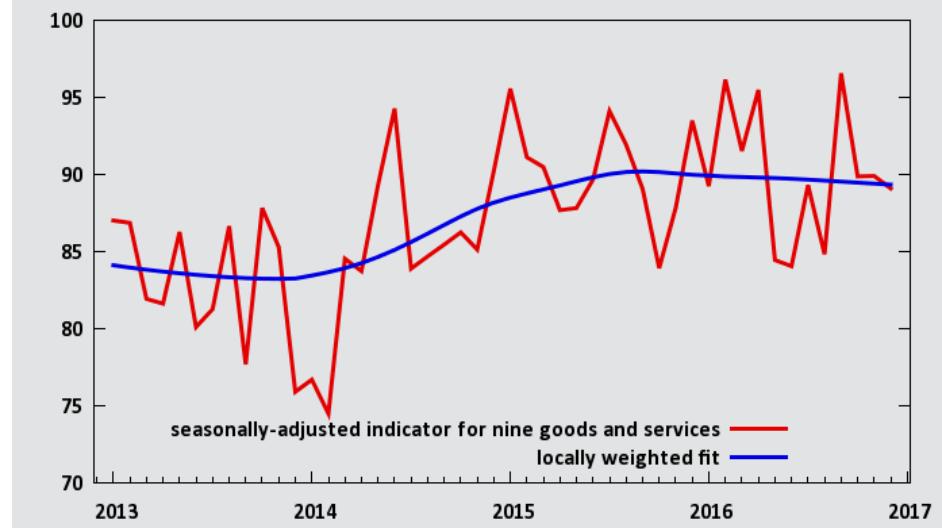
The overall retail sales indicator for the nine categories of goods and services covered by the report

0.75 percent in 2016

10.23 percent from its 2012 base year level



Of the nine categories of consumer goods and services included in the report, the sales indicators for three categories moved up whereas six categories saw their sales indicators decline in 2016.





Workshop On Debt Restructuring Principles

Bdl Basic Circular #135

WK, DK *

The Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut & Mount Lebanon (CCIA-BML), in cooperation with the Central Bank of Lebanon (BDL) and the International Finance Cooperation (IFC), organized on February 28, 2017 at the CCIA-BML Headquarters, a workshop on "Out-of-Court Debt Restructuring Principles" as embodied in BDL Basic Circular # 135.

The workshop was inaugurated by Dr. Nabil Fahd, Vice-Chairman & Treasurer of the CCIA-BML, followed by the interventions of Dr. Najib Choucair, Executive Director and Head of the Banking Department of BDL, and Mrs. Carol Khouzami, Senior Financial Specialist at IFC-World Bank Group.

Dr. Choucair provided an overview of the economic situation in Lebanon, and the reasons for introducing debt restructuring, namely: plunge in oil prices, electricity crisis, political unrest and security concerns in the region, decline of capital inflow, political divisions and paralysis of state institutions, Syrian refugee crisis and its implications on the Lebanese labor market, decline of Lebanese exports, decline of fiscal & public services indicators.

Measures implemented to address commercial debts are designed to assist banking institutions recover their credits against the debtor, and also aim at helping indebted enterprises in the economic and trade sectors to repay their liabilities through loans provision, to allow viable businesses to continue to operate and emerge successfully from difficult times.

*CCIA-BML Center of Economic Research

Why Is Debt Restructuring Needed?

The Central Bank Basic Circular 135 on Debt Restructuring for non-performing loans details the mechanism for debt restructuring in Lebanon. Banks and financial institutions can restructure the debt of individuals and corporates in agreement with the debtor via an informal out-of-court debt workout, where all relevant parties negotiate a debt restructuring plan, and agree to adjust the debt terms and allow the debtor to continue in business, albeit with different conditions as a rule. The restructuring process could include the partial or full liquidation of the company, or capital injections, in order to revive its activity.

BDL's Intermediate circular n.58 classifies debts according to their risks into six categories: Standard debts, Debts for follow up, Debts for follow-up and settlement, Sub-standard debts, Doubtful debts, and Bad debts.

The restructuring mechanism applies for sub-standard debts, doubtful debts and debts for follow up & settlement.

Out-of-Court Debt Restructuring

Insolvency law & practice have evolved substantially over the last decades moving away from the tendency to liquidate companies when they experience financial distress, towards a new trend known as the 'rescue culture'. The latter recognizes the importance of preserving companies with potential for long-term viability.

Businesses rescuing can take place in court or out-of-court through:

- Liquidation as ongoing concern (as a whole, not piecemeal)
- Judicially-supervised reorganizations or rehabilitations
- Out-of-court workouts or restructurings (OCW)

In Lebanon, BDL issued in October 2015 Circular 135 on Debt Restructuring, jointly drafted with





the Association of Banks, followed by the Banking Control Commission Circular 284 of February 2016 clarifying the implementation of the circular 135.

Out-of-court debt restructuring is a non judicial, private contractual arrangement between the debtor and its creditors (all or just some of the creditors). It involves changing the composition and/or structuring of assets and liabilities of debtors in financial difficulty, without resorting to a judicial intervention. Mrs. Khouzami highlighted the importance of Out-of-Court Workouts (OCW) as means to:

- Allow viable businesses to continue to operate and emerge successfully from difficult times;
- Allow financial institutions and other creditors to reduce losses;
- Avoid the social and economic impact of major business failures;
- Reduce pressure on the courts;
- Better serve all key stakeholders including customers, employees, suppliers and investors—since businesses in out of court restructuring continue trading;
- Avoid court procedures for they are less efficient and effective than OCW.

OCW types can be grouped into the following two categories:

1) Bilateral negotiations between the debtor and a major creditor, leading to payment rescheduling and/or some element of debt forgiveness;

2) Multilateral negotiations between the debtor and his major creditors

OCW aims to promote efficiency,

restore growth, and minimize the costs associated with the debtor's financial difficulties. Restructuring activities can include measures that restructure the debtor's business (operational restructuring), and measures that restructure the debtor's finances (financial restructuring). Nevertheless, Mrs. Khouzami explained that restructuring a debtor's obligations to its principal creditors, including its bank, should not be regarded as a right, but rather as a concession. Negotiations between the debtor and the relevant creditors, and between the creditors, shall take place in good faith with the objective of finding a constructive solution. Furthermore, Information relating to the assets, liabilities, business and prospects of the debtor should be made available to all relevant creditors and should be treated as confidential. The debtor shall not take any action that might disadvantage the creditors either collectively or individually during the standstill period, and all proposals should be in line with legal entitlements.

There is no statutory minimum to the contents of a restructuring plan. However, it is unlikely that the creditors would agree to a plan that does not show the following:

- The projected trading profit/loss for each year for the period over which payments are proposed to be made
- The cash flow forecast showing payments to the creditors for the same period;
- The sources of any additional working capital required and how any operational and financial needs are to be funded;
- The extent to which the rights of the relevant creditors are expec-

ted to be modified; any material changes in the debtor's business over the relevant period;

- The key assumptions on which the above forecasts were based

Benefiting from BDL Circular 135

The main differences between OCW and formal insolvency proceedings are as follows:

- OCW do not seek to vary the entitlements or bind non-consenting creditors;
- OCW are consensual and do not vary the legal rights of the debtors and creditors other than with their agreement;
- Both the process adopted and the arrangements achieved between the debtor and the creditors in OCW are flexible.

For the purpose of benefiting from the provisions of this Decision, the non-performing loans of natural or legal debtors can be restructured with the consent of both the creditor banks and financial institutions and the debtor. In the case of several creditor banks and financial institutions, non-performing loans of natural or legal debtors can be restructured based on the following rules and procedures:

- The debt restructuring is contingent upon the approval of at least two-thirds of the creditor banks and financial institutions that hold at least 60% of the debtor's total bank debts.
- The "Manager" (holder of the largest portion of the debt) shall manage and supervise the debt restructuring process
- The «Manager» shall set a detailed preliminary plan to deal with the client's situation after having:





- Examined the client's financial statements,
- Reviewed all the facilities granted to the client by the creditor banks,
- Identified the weaknesses that led to the deterioration of the client's financial situation and the way to address the situation.

The "Manager" shall notify all the creditor banks and financial institutions as well as the Banking Control Commission about the launch of the negotiations on the restructuring process with the debtor, and that banks and financial institutions approving this negotiation undertake to refrain from taking any new legal proceedings against the debtor during the negotiation period.

All the agreeing banks and financial institutions are granted a three-month period (renewable for another three months) in order to set a final restructuring or rescheduling program. The restructuring process shall not bind any non-consenting creditors.

In case the arrangement requires the payment of non-banking financial charges, whether debts or taxes, these charges shall be distributed among banks and financial institutions participating in the restructuring process, each according to its share of the client's indebtedness.

All or some of the banks and financial institutions participating in the restructuring process may grant new loans in order to revive the debtor's economic activity, provided that the usefulness of the additional funding is proven. These new loans shall be included in the restructuring process, and the BDL and the Banking Control Commission ought to be informed



about these new loans.

The restructured debts may be reimbursed or reduced by way of the value of real estate properties, shares and participations held by the debtor, and a reserve shall be built against them for a period of twenty years instead of 5 years.

The bank or financial institution may request managerial changes involving a change in the management of the company concerned by the debt arrangement. The arrangement may include the total or partial liquidation of the company or the injection of new funds in order to revive its business activities.

Banks and financial institutions may, according to their respective shares in the restructuring process, directly discount at BDL 50% of the term bonds representing advances in the accounts of loans restructured, with a right of recourse and at an interest rate determined by BDL according to the following criteria:

- The reimbursement period of the restructured loans must not exceed seven years
- The concerned banks and financial institutions must provide

sufficient guarantees as required by BDL

- Interests and commissions shall not exceed the discount interest rate applied by BDL

CONCLUSION

There is no single global & common tool and/or solution to companies' debt restructuring, however previous international experiences tell us that an effective resolution of nonperforming loans enhances a country's financial system and banking sector.

A country's restructuring system should provide borrowers and lenders with various tools to restructure affected companies. Workouts are one of the main tools for a sound debt restructuring & resolution.

Restructuring frameworks encourage domestic and foreign lending by giving lenders and investors the assurance that a framework is already available to protect creditor rights and allow viable enterprises to resolve their indebtedness if they run into financial difficulties.



The Lebanese Training Center (LTC) at the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is proud to announce the upcoming training:

ضريبة الدخل على الرواتب والأجور

السعر
\$100
السعر يشمل الضريبة على القيمة
المضافة

التاريخ
الخميس في ٦ نيسان ٢٠١٧
الوقت: ٥:٠٠ - ٨:٠٠ ب.ظ.

المدرب
الأستاذ سركيس صقر
عضو المجلس الأعلى للمحاسبة في لبنان،
رئيس جمعية الضرائب اللبنانية، عضو في
الجمعية اللبنانية للمحاسبين القانونيين
والمنظمة العربية للمحاسبين القانونيين.

محور التدريب

تركّز هذه الدورة التدريبية على كيفية
إقطاع ضريبة الدخل على الرواتب والأجور
في لبنان ضمن حوار مفتوح بين المشاركين
والمدرب.

الجمهور المستهدف

يتوجّه هذا التدريب إلى الموظفين المعنيين
في دوائر المحاسبة في كافة أنواع الشركات
والذين يشاركون بشكل مباشر أو غير
مباشر في تنفيذ العمليات الضريبية
والمحاسبية.

- ▷ The LTC offers a 15% discount for the Chamber members.
- ▷ Free access to parking
- ▷ Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants

Download Registration Form or Apply online

For information/registration:

Call Center: 1314 Ext 15

T: 01-353190

Email: ltc@ccib.org.lb training@ccib.org.lb

www.ccib.org.lb



The Lebanese Training Center (LTC) at the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is proud to announce the upcoming training:

Incoterms 2010 Under Contracts And Letters Of Credit

Trainer:

Dr. Massoud KANTAR, PhD in Trade Finance Senior Manager - Head of Trade Finance Division at BLOM Bank

Date:

April 19 20 & 21, 2017

Time:

5.00 P.M - 8.00 P.M

Cost:

\$375 All Tax Included.

Outline:

An overview on the international rules for the interpretation of the most commonly used terms in foreign trade (INCOTERMS 2010).

Focus on the matters relating to the rights and obligations of the parties to the contract of sale with respect to delivery of goods sold. How to use INCOTERMS in commercial contracts and letters of credit (LCs) in order to avoid any practical or legal risks resulting there from, and how the parties can recognize the size of their responsibilities under these international rules.

Target:

This lecture is addressed to employees working in International Trade and Letters of Credit at banks, companies and private institutions.

International Financial Reporting Standard (IFRS)-16Leases

Trainer:

Mr. George Assilian
CPA, Financial advisor and Audit

Date:

April 6 & 7, 2017

Time:

5.00 P.M - 8.00 P.M

Cost:

250\$ All Tax Included

Outline:

In January 2016, the International Accounting Standards Board issued International Financial Reporting Standard (IFRS) 16 - Leases, which supersedes IAS 17 & requires lessees to recognize leases on their balance sheets. For lessors, there is little change to the existing accounting. Therefore, all companies that lease major assets for use in their business will see an increase in their reported assets (lease assets) & financial liabilities, regardless of the industry that the entity operates in. The new standard will be effective for annual periods beginning on or after 1 January 2019. However, before that companies will need to gather significant additional data about their leases, and make new estimates & calculations. The seminar explains the principles for the recognition, measurement, presentation & disclosure of leases as per IFRS 16, including lessee accounting & lessor accounting supported with numerous case studies.

Target:

The training is addressed to chief finance officers, finance directors, accounting managers, senior & junior employees carrying out accounting function.

▷ The LTC offers a 15% discount for the Chamber members.

▷ Free access to parking

▷ Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants

For information/registration:

Call Center: 1314 Ext 15

T: 01-353190

Email: ltc@ccib.org.lb training@ccib.org.lb

w w w . c c i b . o r g . l b

Lebanon in Figures

in billion US\$

Ref.	Indicator	2013	2014	2015	2016
10	Growth	7.80%	4.80%	1.90%	1.90%
11	GDP (in constant Prices 2012)	48.08	50.05	49.30	51.78
12	GDP (in current prices)	47.60	49.89	50.84	51.80
		2013	2014	2015	2016
20	CPI (CPI-CER Dec.2016=-0.50%)	1.08%	-0.71%	-3.40%	3.14%
21	M1=Currency in Circulation+Sight Deposits in LBP	5.05	5.50	6.00	6.73
22	M2=M1+Other Deposits in LBP	45.58	48.67	52.15	54.66
23	M3=M2+Deposits in Foreign Currencies+Other Financial Liabilities	111.12	117.64	123.62	132.75
24	M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System	117.24	124.55	130.92	139.91
26	Banks Assets	164.76	175.64	186.00	204.24
27	Banks Deposits - Private Sector	136.16	147.63	151.53	162.44
28	Banks Loans - Private Sector	41.48	45.36	48.04	51.02
30	Balance of Payment	-1.13	-1.41	-3.35	1.24
31	Current Account	-11.24	-11.60	-8.05	*-4.90
32	Balance of Trade	-17.29	-17.18	-15.12	-15.73
33	Imports	21.23	20.49	18.07	18.71
34	Exports	3.94	3.31	2.95	2.98
		2013	2014	2015	2016**
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	-	20.00%
41	Employment Rate (Est.)	-	-	-	47.60%
42	Population (Est.)	-	-	-	4.28 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	-	-	2.91 Mn
		2013	2014	2015	2016
51	State Budget Deficit	-4.22	-3.07	-3.95	-4.94
52	Budget Revenues	9.42	10.88	9.58	9.92
53	Budget Expenditures	13.64	13.95	13.53	14.86
54	Public Debt	63.47	66.57	70.31	74.86
55	Debt Service	3.79	4.19	4.46	4.76
56	Total Primary (Deficit)/ Surplus	-0.24	1.31	0.72	0.02

* Till Mars 2016 ** Estimates

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS(11,12,20,40,41,42,43), Customs(32,33,34), IMF(10, 12),Ministry of Finance (51,52,53,55,56)

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

• **GDP**

Economic growth rate achieved 1.9% in 2016, according to IMF estimates, and GDP at current prices was estimated at 51.8 billion USD, compared with a growth rate of 1.9% and total output of 50.9 billion USD in 2015.

• **Consumer Price Index**

Based on the Central Administration of Statistics, CPI increased 3.14 % in December 2016 compared to December 2015.

• **Balance of Payments**

At the end of 2016, the deficit of the balance of payments reached 1.24 billion USD compared to a deficit of only 3.35 billion USD at the end of 2015.This is due to the financial engineering carried out by the Central Bank of Lebanon.

• **Trade Balance**

The trade deficit reached 15.7 billion USD in 2016, compared to -15.1 billion USD during 2015. Exports increased by 0.8%, and imports 3.5 %. This led to an increase of 4.0 % at the deficit of the trade balance.

• **Public Finance**

At the end of 2016, public expenditures increased by 9.9 % compared to the end of 2015, while revenues increased by 3.6%. Hence, the budget deficit rose by 25.1 %. Primary deficit reached 20.6 million USD at the end of 2016, from 724 million USD in the end of 2015. This was caused by the increase of debt service by 6.9 % and public revenues by 3.6%, in addition to the increase of public expenditures by 9.9 %. Repayments of foreign debt principal decreased by 8.9 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Budget Revenues – (Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)
0.02 \$ billion = 9.92\$ billion – (14.86 \$ billion – 4.76 \$ billion – 0.20 \$ billion)

• **Public Debt**

Public debt increased from 70.31 billion USD at the end of 2015 to 74.86 billion USD at the end of 2016 , an increase of 6.5 % over one year.



Trade between Lebanon and Egypt

- Egypt ranked 6th amongst sources of Lebanese imports in 2016, and imports from Egypt accounted for 4.1 % of total Lebanese imports. On the other hand, Egypt ranked 12th amongst sources of Lebanese exports in 2016, and exports to Egypt only formed 2.0 % of total Lebanese exports.

- The Lebanese trade balance with Egypt has been negative (deficit) since 1993. The trade deficit reached a record high value of 874.8 million USD in 2011.



TRADE EXCHANGE BETWEEN LEBANON AND EGYPT (in million U.S. \$)					
	EXPORTS	%	IMPORTS	%	TRADE BALANCE
1993	11.4	2.5%	42.1	0.9%	-30.7
1994	11.8	2.1%	44.9	0.7%	-33.1
1995	15.9	1.9%	63.2	0.9%	-47.3
1996	16.8	1.7%	54.6	0.7%	-37.8
1997	16.3	2.5%	57.7	0.8%	-41.4
1998	16.8	2.3%	48.3	0.7%	-31.5
1999	15.3	2.3%	49.5	0.8%	-34.2
2000	23.4	3.3%	85.6	1.4%	-62.2
2001	23.9	2.7%	106.2	1.5%	-82.3
2002	27.6	2.6%	134.4	2.1%	-106.8
2003	28	1.8%	174.4	2.4%	-146.4
2004	39.5	2.3%	294.9	3.1%	-255.4
2005	54.6	2.9%	303.4	3.2%	-248.8
2006	47.9	2.1%	379.1	4.0%	-331.2
2007	113.6	4.0%	523.7	4.4%	-410.1
2008	127.1	3.7%	458.2	2.8%	-331.1
2009	74.7	2.1%	420.6	2.6%	-345.9
2010	201	4.7%	430	2.4%	-229
2011	67.6	1.6%	942.4	4.7%	-874.8
2012	88.1	2.0%	840.7	4.0%	-752.6
2013	73.2	1.9%	644.3	3.0%	-571.1
2014	83.8	2.5%	529	2.6%	-445.2
2015	88.2	3.0%	461.5	2.6%	-373.3
2016	58.1	2.0%	773.6	4.1%	-715.5

HS Code	MAIN LEBANESE EXPORTS TO EGYPT IN 2016	Thousand \$	Tons Net	(%)
8	Edible fruit and nuts; peel of citrus fruit	11,228	47,590	19%
84	Nuclear reactors, boilers, machinery...	8,108	1,870	14%
39	Plastics and articles thereof.	7,441	3,539	13%
48	Paper and paperboard; articles of paper pulp	7,069	12,139	12%
85	Electrical machinery and equipment and parts	3,803	402	7%
20	Preparations of vegetables, fruit, nuts	1,746	573	3%
49	Printed books, newspapers, pictures...	1,522	856	3%
24	Tobacco and manufactured tobacco substitutes.	1,309	700	2%
11	Products of the milling industry; malt; starches;	1,269	749	2%
62	Clothing accessories, not knitted or crocheted	1,222	30	2%
41	Raw hides and skins (other than furskins), leather	1,103	4,364	2%
76	Aluminium and articles thereof.	1,061	144	2%
30	Pharmaceutical products.	1,049	4	2%
94	Furniture; bedding, mattresses, mattress supports	926	148	2%
52	Cotton.	874	23	2%
-	Other	8,337	8,470	13%
	Total	58,067	81,601	100%

HS Code	MAIN LEBANESE IMPORTS FROM EGYPT IN 2016	Thousand \$	Tons Net	(%)
71	Natural or cultured pearls; precious metals	295,641	12	38%
7	Edible vegetables and certain roots and tubers.	48,648	97,440	6%
68	Articles of stone, plaster, cement, asbestos, mica	40,373	187,789	5%
74	Copper and articles thereof.	31,405	6,291	4%
34	Soap, organic surface-active agents, waxes	29,889	20,292	4%
69	Ceramic products.	25,784	102,155	3%
85	Electrical machinery and equipment and parts	25,512	1,038	3%
70	Glass and glassware.	24,071	59,042	3%
24	Tobacco and manufactured tobacco substitutes.	23,178	2,731	3%
39	Plastics and articles thereof.	17,371	10,632	2%
27	Mineral fuels and oils and distillation products	17,280	32,006	2%
19	Preparations of cereals, flour, starch or milk	14,403	6,649	2%
33	Essential oils and resinoids; perfumery, cosmetics	13,198	3,588	2%
8	Edible fruit and nuts; peel of citrus fruit	11,906	13,553	2%
15	Animal or vegetable fats and oils	11,331	10,750	1%
	Other	143,654	240,579	20%
	Total	773,644	794,547	100%

News from the Chambers

Annual General Assembly of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa 18 March 2017

The General Assembly of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa held its regular annual meeting at the Chamber's headquarters under the chairmanship of Vice-President Antoine Khater , in the presence of members of the General Assembly, the Secretary General and General Director Youssef Geha, Louis Eid representing the Economic Department and Michel Filifli, CPA of the Chamber .

In his opening speech, Antoine Khater stressed on the completion of works for the development of the new building, which was integrated with the main building and the expansion and diversification of the services of the chamber including the laboratory, with the aim of serving the economy of the Bekaa, in particular, and the national economy as well. He further explained that the Chamber accomplished a shift and moved from a modest center with limited services to an integrated-service institution which incorporates several departments and sections, laboratories and agricultural services and training. In addition, the Chamber is featured with an efficient administration and received the Quality Management System Certification for several years with all due diligence. Assisted by high technology, the Chamber has become a reference for local and international bodies for providing the best services to its members, the community and the national economy. At last, the Chamber signed a memorandum of understanding with the Chamber of Milan for capacity building projects and development of relations.

The report of the Board of Directors on activities undertaken during the past year 2016 was presented, including proposals submitted to officials in charge for developing the economy of the Bekaa.

The auditor presented his report containing the financial balance statement for 2016. He also presented the expected general budget for 2017 that was accepted and approved by the General Assembly in a majority vote decision. The General Assembly acquitted the Chairman and members of the Board of Directors.

Saida inhabitants to «Run for Development and Peace» on April 23rd



In the framework of coordinating activities for a successful Saida International Marathon 2017, the Saida International Marathon Association held a meeting on March 16 in cooperation with the Chamber of Saida and the South and Audi Bank. Representatives of economic bodies and social societies of Saida and the neighborhood were invited to actively participate in this sporting event.

In his opening speech, President of the Saida Marathon Association, Dr Nasser Hammoud, explained that the Association was founded on the initiative of MP Bahia Hariri with the intent to form a platform for

the inhabitants of Saida and the neighboring region to meet with all the citizens of the nation. "The Saida Marathon is the culmination of the sports and cultural role of the capital of the South," he said, and will ascertain its active presence on the local, Arab and international sports map.

On his part, Mohamed Saleh, President of the Chamber of Saida and the South, stated that running or any other sport activity is a way of life that we can rely on to build a society and prepare for new generations.

Saleh stressed on the importance of the principle of social responsibility and the alertness of the organizers and supporters towards persons with special needs that have led them to allocate the proceeds of the marathon for transforming sidewalks in the city of Sidon to facilitate their mobility.

He concluded by calling upon all groups of the local community and the private sector in Sidon and Zahran to participate actively in this marathon in support of its noble moral and humanitarian goals.

The Saida International Marathon team then explained the marathon idea, its preparations, how to participate, and how economic bodies can support this event by adopting the participation of associations, institutions and individuals.

CONFERENCES

HEALTH COVERAGE AFTER RETIREMENT

Scope: Medical and Health
Date: 27 April 2017
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Gefinor Rotana Hotel
Phone: 009611371611
Email: nadine@muhanna.com

FINANCE IN AN UNPREDICTABLE WORLD

Scope: Banking & Finance
Date: 01 – 02 May 2017
Location: London
Venue: London Hilton Park Lane
Email: www.uabonline.org

WOMEN ECONOMIC FORUM 2017

Scope: Global
Date: 08 - 13 May 2017
Location: New Delhi - India
Email: com2.beirut@mea.gov.in

LEBANON INTERNATIONAL OIL & GAS SUMMIT

Scope: Oil & Gas
Date: 09 - 10 May 2017
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Hilton Beirut Habtoor Grand
Website: www.liog-summit.com

MEMÓRIAS ÁRABE-ISLÂMICAS, DIÁLOGO ENTRE CIVILizações

Scope: Global
Date: 17 - 18 May 2017
Location: Portugal
Phone: 00351213138100
Email: info@cciaapt.pt
Website: www.cciap.pt

SRI LANKA INVESTMENTS AND BUSINESS CONCLAVE 2017

Scope: Investment
Date: 30 May – 01 June 2017
Location: Colombo - Srilanka
Phone: 0094112329143
Email: lilakshi@chamber.lk

INTERNATIONAL RENEWABLE ENERGY CONFERENCE

Scope: Renewable Energy
Location: Cuba
Date: 31 May – 02 June 2017
Website: www.cuba-renewables.com

EXHIBITIONS

INTERNATIONAL PROPERTY & INVESTMENT EXPO 2017

Industry: Real Estate
Location: Amman - Jordan
Venue: Holiday Inn Hotel
Date: 01 – 02 May 2017
Phone: 0035796667484
Fax: 0035725212321
Email: info@expocy.net
Website: www.expocy.net

PETROSERV 2017

Industry: Oil, Gas and Energy
Location: Tunisia
Venue: Sfax International Fair Association
Date: 09 – 12 May 2017
Website: www.petroservexpo.com

WATER EXPO & FORUM

Industry: Water & Energy
Location: Casablanca, Morocco
Date: 11 – 13 May 2017
Phone: 00212 5 22 24 17 98
Email: medcom@medcomevent.ma

10TH AGRIFEX TRADE FAIR

Scope: Travel & Tourism
Date: 11 - 15 May 2017
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Venue: Addis Ababa Exhibition Center
Phone: 00251115518240 / 5514005
Email: etchamb@ethionet.et
Website: www.ethiopianchamber.com

THE RAMADAN FOOD FAIR AND LEBANESE HOUSEHOLD

Scope: Food and Household utensils
Date: 11 - 24 May 2017
Location: Kuwait
Venue: Kuwait Exhibition Ground
Phone: 0096170168844 / 0096525757577
Email: info@mediacubeint.com
Website: www.mediacubeint.com

SOLAR NEAR EAST EXHIBITION – SONEX 2017

Industry: Solar Technology
Location: Amman – Jordan
Date: 15 – 18 May 2017
Phone: 0096265658501
Email: info@jordanfairs.com
Website: www.jordanfairs.com/

INTERNATIONAL MACHINERY & ELECTRO-MECHANICAL EXHIBITION – JIMEX 2017

Industry: Machinery & Electro-Mechanical
Location: Amman – Jordan
Date: 15 – 18 May 2017
Phone: 0096777353300
Email: info@jordanfairs.com
Website: www.jordanfairs.com/

JORDAN FOOD

Industry: Food, Catering and Packaging
Location: Amman – Jordan
Date: 17 – 21 May 2017
Phone: 009615922500/1 (Embassy of the Hashemite Kingdom of Jordan in Lebanon)

CULTURE WEEK EXHIBITION

Scope: Tourism
Date: 21 - 23 May 2017
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Venue: Addis Ababa Exhibition Center
Phone: 00251115518240 / 5514005
Email: etchamb@ethionet.et
Website: www.ethiopianchamber.com

3RD BEVERAGE WORLD EXHIBITION & FESTIVAL

Scope: Beverages
Date: 21 - 23 May 2017
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Venue: Addis Ababa Exhibition Center
Phone: 00251115518240 / 5514005
Email: etchamb@ethionet.et
Website: www.ethiopianchamber.com

INTERNATIONAL AGRICULTURE & POULTRY TRADE SHOW

Industry: Agro & Poultry
Location: Dar-Es-Salaam - Tanzania
Date: 22 – 24 May 2017
Website: http://www.africanfairs.com/agropoul_tanz/server/agro.php

DIGITAL ENTERPRISE SHOW 2017

Industry: Digital Business
Location: Madrid - Spain
Date: 23 – 25 May 2017
Phone: 0034917942830
Email: info@des-madrid.com
Website: www.des-madrid.com

INNOVATE4 CLIMATE 2017

Industry: Environment
Location: Barcelona – Spain
Date: 22 – 26 May 2017
Phone: 0034932332687
Website: www.innovate4climate.com

BARCELONA BUILDING CONSTRUMAT 2017

Industry: Construction
Location: Barcelona - Spain
Date: 23 – 26 May 2017
Phone: 0034902233200
Email: construmat@firabarcelona.com
Website: www.construmat.com

SIMA 2017

Industry: Real Estate
Location: Madrid - Spain
Date: 25 – 28 May 2017
Phone: 0034915774797
Website: www.simaexpo.com
Company: STATERA PARTNERS S.A.L.

BUSINESS OPPORTUNITIES

Activity: Financial Advisory firm offering outsourced CFO services to a diverse group of clients from different industries
Location: Beirut – Lebanon
Phone: 009611786418
Mobile: 009613625718
Email: mazen.obeidi@statera.partners

Company: EL MASREYA INDUSTRIAL GROUP
Activity: Packaging, Packaging Solutions, Slaughterhouses Poultry, Industrial Conveyors, Industrial Pallets and Agri-food Solution
Location: Egypt
Phone: 002 391 245 62
Fax: 002 27 415 015
Email: Expo@el-masreya.net
Website: info@el-masreya.net
Website: www.el-masreya.net

Company: DECORAMIS
Activity: Decorative Leather Panels
Location: Turkey
Phone: 00903523221906
Email: info@decoramis.com.tr
Website: www.decoramis.com.tr

Company: KAVI INTERNATIONAL TRADE COMPANY
Activity: Instant Drinks
Location: Turkey
Phone: 00903423360150
Email: Kavi.Turkey@gmail.com
Website: oktaykutsal@hotmail.com

Company: Q & R INTERNATIONAL TRADING LTD.
Activity: Exporters of Goods
Location: Turkey
Email: info@qr-intl.com
Website: a.chairman@gr-intl.com
Website: www.qr-intl.com

Company: CALA
Activity: Horizontal Drilling, Pipeline Diagnostics & Video Inspection, Pipeline Rehabilitation
Location: Romania
Phone: 0040 265-307-600
Fax: 0040 265-212-901
Email: office@cala.ro
Website: officebucuresti@cala.ro
Website: www.cala.ro

Company: LENTA
Activity: Textile
Location: Belarus
Phone: 00963944221004
Email: lentamed@gmail.com
Website: www.lentabel.by

Company: SYGMA ENERGY

Activity: Solar Systems
Location: Greece
Phone: 00302421066551
Fax: 00302421060091
Email: e.samouil@sigma-energy.gr
Website: www.sigma-energy.gr

Company: VALIANATOS A. & PARTNERS EE
Activity: Food Products
Location: Greece
Phone: 0030210691272
Email: aharbis@atermon.net

Company: NESTLE HELLAS
Activity: Mineral water & Ice Cream
Location: Greece
Phone: 00302106884816
Fax: 00302106846540
Email: Eleni-zafeiriou@gr.nestle.com

Company: EVAGGELOU PEPPAS KARAKOY-LAKIS
Activity: Real Estate
Location: Greece
Phone: 00302104274030
Email: Cevang1@gmail.com

Company: DELPHI LEADING HOTELS INITIATIVE KALTSI SA
Activity: Tourism
Location: Greece
Phone: 00302265082151
Fax: 00302265082764
Email: john@kaltsis.gr

Company: KYRIAZHS
Activity: Solar Systems, Panels & electrical Heaters
Location: Greece
Phone: 0030233064240
Fax: 0030233064388
Email: info@e-kytazis.gr
Website: www.e-kytazis.gr

Company: FRIOSTAR SRL
Activity: Kitchen Equipment
Location: Italy
Phone: 003905411741548
Email: info@friostar.it
Website: www.friostar.it

Company: DIMSON MENTOR CORPORATION
Activity: Food Products
Location: United State of America
Phone: 0014802771229
Email: dimsonmentor@aol.com

Company: FALCONS INTERNATIONAL LTD.

ITED
Activity: Industrial Textiles
Location: United State of America
Phone: 0016306829701
Fax: 0016306829702
Email: Sales@FalconsInt.com

Company: FUTURELIFE PHARMACEUTICAL PVT., LTD.
Activity: Pharmaceutical
Location: India
Phone: 00912652329977
Email: export.futurelifepharma@gmail.com / futurelife.export@gmail.com
Website: www.futurelifepharma.com

Company: ORBITAL ELECTROMECH ENGG. PROJECTS PVT. LTD.
Activity: Electrical Turnkey Projects, Solar Power Plant & Roof Tops, UPS Inverters etc..
Location: India
Phone: 00918380074825
Email: export@orbittal.com
Website: www.orbittal.com

Company: OSCAR OVERSEAS
Activity: Bed Sheets, Blankets, Bed Linen, Quilts and Duvet Covers
Location: India
Phone: 00911206587756
Website: www.oscar-india.com / www.oscarindian.com

Company: MADHU AGRO EXIM LTD
Activity: Spices & Blended Spices
Location: India
Phone: 00912265052123
Email: exports@madhugroup.in / info@madhugroup.in
Website: www.madhugroup.in

Company: CHONGQING SHINERAY MOTORCYCLE CO. LTD.
Activity: Manufacturer of Motorcycles
Location: China
Phone: 008602365733900
Fax: 008602365733901
Email: impexp@shineray.com

Company: JIANGSU GUOWEI MOTOR CO.LTD.
Activity: Manufacturer of Motorcycles & Electrical Bicycles
Location: China
Phone: 0086051088719013
Fax: 0086051088710036
Email: sales@guowemotor.com

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

ECONNEWS est disponible sur:
www.ccib.org.lb



SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb



Private Sector
Lobbying

Training
adapted to your
needs

Networking
and Business
Opportunities

Arbitration and
Mediation for
Business Conflicts

Export Support
and Economic Info

ATA and TIR
carnets to facilitate
your trade

**Become a member
and benefit from
our services**

www.ccib.org.lb



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان